

/UNREVISED/

No. 9 of 2021

RODRIGUES

FOURTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

WEDNESDAY 30JUNE 2021

TABLE OF CONTENTS

ANNOUNCEMENT

MOTIONS

The Commissioner for Fisheries and Others: -

- (i) *“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021”.*
- (ii) *“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021”.*
- (iii) *“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Lobster) Regulations 2021”.*

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr Louis Serge Clair, G.C.S.K.)

Mr Louis Serge Clair, G.C.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services, Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Tourism
Mr Nicolson Lisette	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Water Resources
Mrs Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, C.S.K	Commissioner responsible for Child Development, Cooperatives, Family Welfare, Handicraft, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Prisons and Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Women's Affairs
Mr Simon Pierre Roussety	Commissioner responsible for Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Fire Services, Health (Administration), Judicial (Administration), Meteorology (Administration), Postal Services (Administration)
Mr Louis Daniel Baptiste	Commissioner responsible for Consumer Protection, Employment, Housing, Labour and Industrial Relations, Social Security (Administration)
Mr Jean Richard Payendee	Commissioner responsible for Agriculture, Environment, Fisheries. Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Ms Marie Rose de Lima Edouard- Ravina	Commissioner responsible for Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Youth and Sports

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

- Madam Chairperson - Spéville, Mrs Marie Pricie Anjela
- Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick
- Serjeant-at-Arms - Constant Perrine, Mr Stenio

/UNREVISED/

RODRIGUES

Fourth Regional Assembly

Debate No. 9 of 2021

Sitting of Wednesday 30 June 2021

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Madam Chairperson in the Chair)

MOTION

The Commissioner for Fisheries and Others (Mr J. R. Payendee): Madame la présidente, avant même de commencer, je voudrais peut-être vous demander la possibilité, vu que les trois règlements que je vais passer, sont tous presque la même chose à part les espèces, je voudrais vous demander la possibilité qu'on fasse au niveau du débat, qu'on fasse les débats sur les trois d'un coût et puis, vers la fin, on passe les règlements un par un, s'il vous plait.

Madam Chairperson: Yes. Respected Members, the request of the Commissioner for Fisheries is approved and I would just like to remind respected Members that the House for conformity to our Standing Orders. The Respected Commissioner for Fisheries will still have to move the other motions appearing on the Order Paper at the appropriate time. Please, proceed, Commissioner.

Mr Payendee: Thank you, Madam Chairperson.

Madam Chairperson, I beg to move the motion standing in my name and which reads as follows:

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021.”

So, let me start by saying –

Madame la présidente, aujourd'hui, c'est un grand jour, encore une fois, pour Rodrigues. Avec ces nouveaux règlements, nous sommes en train de franchir une nouvelle étape et continuer à construire cette île Rodrigues de nos rêves, de par la vision politique que nous nous sommes fixés, de faire de Rodrigues, une île écologique et montrer également que nous sommes un gouvernement écoresponsable. Madame la présidente, nous sommes un gouvernement qui enchaîne décision sur décision politique, se concrétisant par le vote des règlements à l'Assemblée pour s'assurer que nos enfants et nos petits enfants ont un avenir meilleur. Ces décisions qui parfois se sont avérées impopulaires mais qui très vite, de par les retombées positives, que ce soit sur le plan écologique ou économique, ont fait reconnaître Rodrigues non seulement, au niveau national mais aussi au niveau régional et international. Aujourd'hui, Madame la présidente, Rodrigues est cité comme un exemple en matière de la protection de l'environnement et d'autres pays ont emboité le pas. Nous sommes aujourd'hui le 30 juin, *Madam Chairperson*, dernier jour de l'année financière et dernier jour du mois de juin. Le mois où on marque et on célèbre la Journée mondiale de l'environnement et de l'océan.

C'est en toute beauté que nous clôturons nos actions pour marquer la Journée mondiale de l'environnement et de l'océan.

Je salue la présence de nos différents partenaires qui s'engagent avec nous dans nos actions écologiques et aujourd'hui, Rodrigues va accomplir son devoir envers les générations à venir.

Madame la présidente, je suis un grand fan de ce qui est écrit quand j'étais à l'Eglise de Baie aux Huitres la dernière fois. Il y avait écrit : «*Nou Later*». Il n'y avait pas «*Nou Lamer*» mais j'ai ajouté «*Nou Lamer*». «*Nou Later, Nou Lamer, Nou Tresor, Nou Responsabilité*». Ça veut tout dire, Madame la présidente, parce que même l'Eglise a emboité le pas par rapport à l'écologie. L'Evêque Alain Harel a plusieurs fois écrit sur l'écologie et la protection de l'environnement. Et quand on parle de trésor, si on a un trésor, c'est la mer et la terre. C'est un trésor. Il faut absolument le préserver, Madame la présidente, et c'est exactement ça. Et il parle aussi de responsabilité. C'est quoi notre responsabilité par rapport à la protection de ce trésor ou ces trésors qu'on a à Rodrigues ? *St François, là, non. Pas pou nou ha.* Le philosophe allemand, Hans Jonas disait, je cite :

« Il y a une obligation d'existence des générations futures qui pourraient être remises en cause par la forme qu'a pris le progrès technique à l'époque contemporaine. Il s'agit donc pour les générations présentes de veiller non au droit des générations futures mais à leur obligation d'existence. » - fin de citation.

Madame la présidente, c'est très important ce qu'a dit ce philosophe parce que comme dit tout le monde, peu importe où on part, les gens disent on est en train d'emprunter Rodrigues à nos futures générations. Donc, très important de le gérer. C'est ça, le mot «*Nou responsabilité*», notre responsabilité en tant que gouvernement de prendre des décisions nécessaires pour veiller à ce que la génération future puisse eux aussi, vivre dans un environnement meilleur. Pourquoi aller vers une fermeture saisonnière de crabe, de crevette et de langouste, Madame la présidente ? Tout le monde le sait. On le sait, on le voit, on l'a vécu. Moi, en tant qu'enfant qui a vécu au bord de la mer à Pointe Monier, je me souviens quand j'étais petit, les, ce qu'on appelle «chevrettes», *nou dir chevrettes en créole*, les chevrettes, les crabes, on partait, on récupérait ça et il y a même une chanson que je me souviens aussi qu'une dame chantait qui s'appelle Lilette malheureusement qui est décédée depuis jeune. Elle avait une voix d'or. Elle chantait : «*Hey, look at crab!*» Veut dire que les crabes, fait attention aux crabes parce que *kapav coupe to lédoi*. Et ça, je me souviens petit comme j'étais, je me souviens avec les carrelets, on attrapait des crabes énormes.

Au niveau de chevrette, pareil. Et, avec un petit bout de filet, on pouvait aller n'importe où dans les côtes. Je suis sûr que le membre Von-Mally se souvient aussi de ça. Au bord des côtes et récupérer des chevrettes pour aller pêcher, parce qu'on utilisait ça comme appâts. Langouste pareil, dans les casiers, les pêcheurs rentraient tout le temps avec des langoustes. Aujourd'hui, Madame la présidente, au niveau de langouste, je peux dire en tant que plongeur, devant l'Anse aux Anglais, il y a des grottes magnifiques sous l'eau sous-marine. Et il y a une grotte qui est tout noire, on rentre comme dans la Caverne Patate, par exemple, et les langoustes sautent d'un côté à l'autre, Madame la présidente. C'est «sautaient» plutôt à l'époque. Mais aujourd'hui, on va dans ces grottes, on ne les voit pas. Et malheureusement, ça montre qu'au niveau de prise, ça a beaucoup diminué dans le temps.

Il y a des statistiques aussi au niveau de *Shoals*, au niveau de toutes ces organisations qui font des recherches, qui montrent que oui, ces espèces sont, on peut dire, presque devenues en voie de disparition. Et nous, on voit aussi que les espèces qui sont pêchées aujourd'hui n'atteignent pas la taille d'adulte pour pouvoir reproduire, même problème pour les ourites. Les statistiques montrent que ces espèces-là n'arrivent pas vraiment à reproduire. Les écosystèmes sont très affectés, Madame la présidente, parce que les crevettes, les langoustes et les crabes, les crustacés sont les espèces qui nettoient la mer normalement mais vu que leur nombre a beaucoup diminué, ça a un impact négatif sur l'environnement marin. Bien sûr, Madame la présidente, le secteur économique est très affecté aussi par la diminution de ces espèces parce que souvent, les touristes viennent ici pour manger une petite langouste surtout. Et je me souviens parce que j'ai bossé aussi dans le secteur touristique, les touristes disaient : on va à St François, on fait une petite grillade, on voit les grillades des langoustes bébés, petites, Madame la présidente. Pour dire que c'est très important. Il y a des lois, oui, mais aujourd'hui, nous, on vient pour consolider tout ça.

Ces règlements qu'on est en train de mettre en place, ont pour objectif, de permettre la reproduction de ces espèces. Vous savez, ces espèces-là pondent beaucoup d'œufs mais malheureusement, souvent, on les attrape avant même de pouvoir reproduire. L'objectif aussi, c'est pour empêcher l'extinction de ces espèces, diminuer la surexploitation, Madame la présidente, et surtout augmenter l'abondance comme on a fait pour les ourites. Parce que les crustacés sont très importantes. Tout à l'heure, je vais vous dire. Je suis sûr que beaucoup parmi nous vont partir dormir ce soir mieux, comme si avec une connaissance énorme par rapport aux crustacés.

Vous savez, au niveau écologique, les crustacés sont très importants. De nombreuses espèces de crabes et de crevettes sont détritivores ou sinon des saprophages, qui participent ainsi activement au recyclage de la matière organique. Les crustacés participent pleinement dans la chaîne alimentaire marine. D'ailleurs, on sait tous que c'est très utilisé comme appât pour attraper les autres poissons. Comme j'ai dit, c'est une attraction touristique. Vous savez, j'ai envoyé un petit message à un ami en France pour lui demander combien ça coûte les langoustes en France. J'ai eu la réponse - €80 le kilo, ce qui fait plus que Rs 4,000 le kilo et ça, à Rodrigues, ce n'est pas aussi cher. C'est pour ça les touristes viennent souvent pour manger les langoustes à Rodrigues. Et c'est très visible en plongé et ça attire beaucoup de personnes. Quand on voit les langoustes, les plongeurs qui vont plonger et qui vont voir, surtout les homards, les homards canaux, qui peuvent atteindre jusqu'à 25-30 livres, les énormes bestioles araignées sous l'eau. Moi, je me souviens, j'ai pleins de photos de ces animaux et ils reviennent pour voir tout ça.

Une chose très importante, je disais tout à l'heure, pourquoi il faut absolument qu'on protège ces espèces, on ne les empêche pas... On les empêche de disparaître, très important, je crois que mon collègue, le commissaire de la Santé va être très content d'entendre ça parce que ça va diminuer la quantité de, si on mange bien sûr, des langoustes, des crevettes et les homards, ça va diminuer la quantité de médicaments que mon collègue doit emmener à Rodrigues pour les Rodriguais. Pour COVID aussi, pourquoi pas ?

J'ai fait des petites recherches, Madame la présidente, pour voir. Je sais, tout le monde sait que c'est bon dans la bouche. Oui, c'est superbe. Malheureusement, moi, je ne peux pas trop en manger parce que je suis un peu allergique aux crevettes. J'ai fait des recherches mais j'ai trouvé des choses extraordinaires, d'où l'importance pour nous de protéger davantage ces animaux marins. Au fait, c'est très riche en protéine et c'est presque les seules protéines qui ont tous les neuf acides aminés. Il y a tous les neuf dedans et ça, ça a été prouvé. C'est des recherches prouvées et ces acides aminés sont essentiels à notre organisme et jouent un rôle clé dans la formation des enzymes digestives, des hormones et des tissus comme la peau et les os. C'est très pauvre en calorie, donc, très bon pour les régimes et pour les diabétiques. Il y a une source d'Oméga-3 énorme dans ces animaux et ça contribue largement à la santé cardiovasculaire. Très important, Simon, *note ça*, pour les médecins.

C'est une source de caroténoïde (je ne savais même pas ce que c'était) qui est un pigment antioxydant et surpasse la vitamine E et aurait des effets protecteurs contre le cancer et les maladies cardiovasculaires. Les crustacés contiennent la coenzyme Q10 qui permet de

réduire la tension artérielle et permet l'oxydation du mauvais cholestérol LDL. C'est très riche en phosphore qui est important pour la régénération des tissus et il aide aussi à maintenir à la normal le PH du sang. C'est riche en magnésium qui participe aux développements osseux et à la santé dentaire et joue aussi un rôle dans le métabolisme de l'énergie et dans la transmission de l'influx nerveux. Il contient du cuivre qui est nécessaire à la formation de l'hémoglobine et du collagène dont contribue à la défense du corps contre les radicaux libres. *Donc, mo penser li bon pou COVID-19.* Les crustacés contiennent du sélénium, Madame la présidente, qui est important à convertir les hormones thyroïdes dans leurs formes actives, donc, très important pour la santé. C'est une source de fer important pour le transport de l'oxygène nécessaire à la production d'énergie des cellules.

Les crustacés contiennent de la vitamine E, de la vitamine B3, B5, B6 qui sont des oxydants majeurs et jouent un rôle important sur la protection du système cardiovasculaire, contient du zinc, Madame la présidente. *Sa osi enan, Simon, important non ?* Du zinc qui est important pour les réactions immunitaires à la fabrication du matériel génétique, à la cicatrisation des plaies du développement des fœtus et participe à la fabrication et à la mise en réserve de la libération de l'insuline. Donc, très important pour les diabétiques. Très bon. Contient de l'iode qui est important pour la régulation de la température corporelle du métabolisme de base de la reproduction, de la croissance, de la production des cellules sanguines ainsi qu'au développement du système nerveux et du fonctionnement des muscles, Madame la présidente.

Madame la présidente, je pense que c'est sûrement des éléments nouveaux que j'amène aujourd'hui à l'Assemblée, qui permettra davantage à protéger ces espèces et en même temps, à profiter bien sûr parce que vous savez, les crustacés sont très chers malheureusement et pour que les Rodriguais puissent manger davantage. Comme ça, mon collègue, le commissaire de la Santé aura... son travail va diminuer, je pense. Bon, Madame la présidente, il y a beaucoup de plats qui se font magnifiquement avec tous ces crustacés et Rodrigues, on a un potentiel énorme pour pouvoir vraiment exploiter ces espèces d'une façon durable. Les crevettes par exemple, une crevette (des petites informations) peut pondre jusqu'à 25,000 œufs. Donc, si on arrive à les protéger, à les permettre de grossir, bien sûr que très vite, notre lagon sera rempli. Les langoustes, entre 14,000 et 15,000 œufs, Madame la présidente. Et les crabes, entre 4,000 et 5,000 œufs, Madame la présidente.

Je pense que c'est très important pour nous de venir ici avec ces règlements et je pense aussi que les membres de l'autre côté ainsi que mes collègues qui sont là, à la fin, je pense

quand je vais faire mon *summing up*, je vais vous inviter tous à voter pour la première fois à Rodrigues. La dernière fois, c'était superbe par rapport aux règlements de *single use plastic*. Il y avait quelques membres de l'opposition qui avaient voté en faveur des règlements. Je pense qu'aujourd'hui, ce sera à l'unanimité, Madame la présidente, parce que à moins qu'on fasse vraiment de la politique politicaille. La politique. Et si on arrive vraiment à connecter un ordinateur avec la tête de tout le monde, je pense que la réponse serait positive et je pense que ce sera dans l'intérêt de tout le monde de Rodrigues, parce que nous, au niveau du gouvernement, notre objectif comme je l'ai dit, c'est pour veiller à ce que les espèces ne disparaissent pas et qu'on arrive vraiment à les exploiter d'une façon durable, Madame la présidente.

Madame la présidente, with these words, I command the Motions to the House.

(Applause)

(Interruptions)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Anyone to second the Motion?

The Commissioner for Health and Others (Mr Roussety) rose and seconded.

Madam Chairperson: The Second Local Region of Number One.

Mr Volbert: Merci, Madame la présidente. Merci de me donner la possibilité de dire quelques mots sur ce règlement. En lisant les différents *drafts* qui m'ont été parvenus, j'ai constaté que c'est du *copy and paste* des précédents règlements. C'est-à-dire, tous sont identiques sauf que le *heading* ou si vous voulez bien, l'offense à être règlementée a changé. Madame la présidente, il y a un dicton qui dit « on apprend de ses erreurs ». C'est-à-dire, si quelqu'un a déjà fait une erreur, la prochaine fois, il ne répètera pas la même erreur.

(Applause)

Mr Volbert: Or, qu'avons-nous constaté ? Je ne dis pas que ce règlement sur la fermeture de la pêche, les règlements sur les fermetures de la pêche à l'ourite n'étaient pas bonnes mais la façon que cela a été présenté à la population suscite encore des questions. Madame la présidente, il n'y avait pas une bonne éducation du public. Le recensement n'a jusqu'à maintenant, pas été fait comme il se doit. Combien de pêcheurs professionnels enregistrés il y va-t-il ? Est-ce qu'on a que des pêcheurs professionnels qui pêchent les ourites ou c'est permis à tout le monde ? Où est-ce que les prises sont enregistrées et qui sont en charge de noter les prises des pêcheurs ? Où est-ce que cela se fasse ? Madame la présidente, tout est

fait de façon non professionnelle et au petit bonheur. Pourquoi ne pas travailler une formule pour qu'on puisse avoir et savoir également le nombre de véritable pêcheurs d'ourites et de ce fait, augmenter significativement leur *allowance* en saison de fermeture ?

Pas to problème? Ecouter, ine écoute twa. To gagne dimal?

Madam Chairperson: Respected Member, please, address the Chair.

Mr Volbert: On a également ceux pratiquant la pêche comme loisir. Alors, comment contrôler et avoir les données en termes de prises. Maintenant, étant donné que les trois règlements sont identiques sauf ceux mentionnés un peu plus tôt, je vais intervenir sur la réglementation et le contrôle de la fermeture de la pêche au crabe seulement. Madame la présidente, je vais d'abord commencer par questionner sur le nombre de pêcheurs aux crabes recensés officiellement jusqu'à maintenant. Comment reconnaître et distinguer un pêcheur aux crabes ? Comment est-ce que leurs prises sont comptabilisées ? Combien de tonnes de crabes ont été pêchées dans nos lagons ces dernières années ? Quels sont les types de crabes pêchés et où est-ce que ces crabes sont-ils écoulés ?

Madame la présidente, je l'ai dit, je le répète que je ne suis pas contre la fermeture saisonnière de la pêche aux crabes. Mais avant que cela soit faite, est-ce que la commission des *Fisheries* a mené une enquête ou a fait un recensement pour savoir le nombre de pêcheurs aux crabes ? Madame la présidente, si la fermeture de la pêche aux crabes mènerait à une meilleure gestion de nos ressources et accroître la production et aussi permettre des consommateurs locaux de bénéficier de ce produit à un prix abordable, ce sera super. Alors, pour pouvoir en arriver là, il va falloir commencer par réglementer le prix des ventes et aussi la taille qui sera autorisée à être pêchée comme c'est le cas pour les poissons. Dans certains pays aux Caraïbes et même en Afrique, la taille recommandée et autorisée est de 7 cm. Dans ce règlement, il y a aucune place où la taille est mentionnée. Madame la présidente, si aujourd'hui, quoique M. le commissaire vient nous dire que les crabes doivent être protégés à travers ce règlement pour que nos futures générations continuent à déguster ce produit, je vais quand même lui rappeler que le crabe est pêché pour la consommation locale et individuelle plus comme une source de revenu. On n'a jamais exporté les crabes, du moins, pas à ma connaissance.

La surexploitation de la pêche aux crabes est dû principalement au chômage. Les jeunes, à la fin de leur scolarité, n'ont d'autre choix que de se tourner vers la mer pour pouvoir survivre. Sinon, le choix le plus apte, c'est l'exile. Madame la présidente, c'est vrai, un pays doit avoir les lois pour le control et la discipline de ces concitoyens mais il ne faudrait pas

passer des lois pour faire peur, passer des lois pour miser la population. Il faut qu'il y ait de la balance ; passer des lois, oui, mais aussi proposer l'alternance.

Madame la présidente, comme j'ai mentionné au tout début, il faut apprendre de ses erreurs. Avant de promulguer cette loi, ce Gouvernement aurait pu et aurait dû prouver et offrir une formation à ces pêcheurs de crabes d'abord et ensuite, à tous ceux intéressés à se lancer dans des activités telles que l'aquaculture. Qui dit l'aquaculture, dit le ramassage des laves, le stockage et l'élevage.

Avec l'aquaculture, on aura plus de control sur la taille, les espèces des crabes, l'espèce et la vente et aussi, les bénéfices économiques plus élevées et également, des mesures en production. Madame la présidente, on aura également plus de control sur l'espèce menacée et à ce moment-là, on peut pêcher les mâles et laisser les femelles se reproduire.

Madame la présidente, j'espère bien et je le souhaite que le gouvernement prouvera une ouverture pour l'exportation et négociera un marché avec un prix abordable pour ces pêcheurs. L'exportation des crabes vivants aux pays asiatiques comme la Chine est très prometteuse car au nouvel an chinois, le prix des crabes explose et peut rapporter gros à ceux pratiquant l'aquaculture en termes de bénéfices.

Madame la présidente, le règlement fait mention, je cite, la section (2) :

"No person shall collect, export, fish, kill, land or have in his possession any crab by any means during a closed period for any purpose other than research." - fin de citation.

Le mot '*research*', Madame la présidente, n'est pas très défini, car où est-ce que ces recherches seront faites ? Quels genres de recherches seront faites ? Quelles seront les espèces qui seront utilisées pour les recherches ? Et aussi, j'aimerais savoir si les crabes tombant dans la liste des espèces toxiques seront interdits ou que ceux autorisés à être consommés. La section (3), je cite:

"Any person who, for the purpose of research, intends to collect, export, fish, kill, land or have in his possession any crab by any means during a closed period shall make an application, in writing, to the Commissioner." - fin de citation.

Madame la présidente, il n'est pas mentionné la quantité quand il s'agit d'exporter, de tuer, amener à terre ou encore moins en avoir en sa possession. Le règlement a aussi fait mention au paragraphe (4), je cite :

"The Commissioner may grant or reject the application made under paragraph (3)." - unquote.

J'aimerais savoir sur quoi le commissaire sera basé pour accorder, pour rejeter une demande. Et autre chose qui n'est pas mentionnée, c'est que la personne n'a le droit de contester cette décision car on est dans un pays démocratique.

(Applause)

Là, comme ça, Madame la présidente, avec cette présentation, cela ressemble plus à d'autres choses que la démocratie. Autre chose que j'ai pu remarquer, on règlemente l'exportation mais pas l'importation. Alors, je peux, si demain, quelqu'un veut me verbaliser pour avoir en ma possession, un stock de crabe, je peux dire comme défense que, ce sont des crabes importés. Madame la présidente, paragraphe 5, je cite:

"Any person who, on the first day, at latest, of the closed period, has in his possession a stock of not less than 5 kilogrammes of fresh or frozen crab shall declare same to the Departmental Head." - unquote.

Donc, quelqu'un peut avoir, d'après ce que j'ai lu, des centaines de kilos, alors. *Not less; it should be not more.*

Madame la présidente, je pense pour pouvoir voter ces règlements, il faut apporter des amendements que j'ai mentionnés dans mon intervention :

- (i) Pour ne pas pénaliser les pêcheurs ; et
- (ii) Pour se montrer un peu plus de sérieux et donner l'impression que ça a été préparé par une équipe sérieuse et *vetted by appropriate institution.*

Thank you, Madam Chairperson.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. The Commissioner for Youth and Others.

Mrs Edouard-Ravina: Madame la présidente, je vous remercie de me donner l'opportunité de partager tout d'abord sur les mérites de ces trois règlements qui vont être débattus aujourd'hui dans cette auguste Assemblée. Avant d'aller plus loin, je tiens à féliciter le commissaire, Monsieur Jean Richard Payendee, commissaire de l'Environnement, pour cette initiative forte, courageuse et visionnaire. Nous sommes réunis aujourd'hui, pour régler

la pêche aux crabes, aux langoustes et aux crevettes parce que nous voyons au-delà des 10 ans, 20 ans, 50 ans à venir. D'après les objectifs du développement durable 14, la vie aquatique qui invite les gouvernements et les autres acteurs à protéger la vie aquatique, l'Assemblée régionale de Rodrigues met en pratique aujourd'hui l'indicateur 14.4, c'est-à-dire, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite et aux pêches destructives. Madame la présidente, je suis fière qu'aujourd'hui, l'Assemblée régionale de Rodrigues est en marche à travers ces trois règlements pour devenir des champions du développement durable.

Madame la présidente, Rodrigues étant ornée de belles plages, de beaux lagons et de limoniers, on doit tout faire pour protéger notre terre et le faire à tout prix. Le nombre de langouste, de crabe et de crevette diminue comme l'a si bien précisé le commissaire Payendee. La commission de l'Environnement en réglementant la pêche aux crabes, aux langoustes et aux crevettes agit pour l'écologie et agit pour l'économie. Ces règlements sont des mesures écologiques solides en faveur de la restauration du lagon afin de rétablir la santé et la productivité de celui-ci. En d'autres mots, Madame la présidente, ces règlements viennent renforcer la résilience des écosystèmes marins afin que la surpêche et la pêche illicite soient chose du passé. Après la *success story* de la fermeture de la pêche à l'ourite et la réglementation de la pêche à l'ourite, voilà qu'aujourd'hui, l'Assemblée régionale vient de l'avant et encourage davantage la protection et la préservation de la vie aquatique.

Madame la présidente, je vois qu'ils se sont sauvés mais j'ai vu que le membre Volbert a fait état de plusieurs choses dont j'aimerais intervenir ce matin. Premièrement, il a parlé de l'exportation des crabes, de langouste entre autres. Madame la présidente, si vous regardez bien, le commissaire Payendee a parlé du prix du langouste et d'autres fruits de mer à l'étranger et à Rodrigues. Le gap entre Rodrigues et les autres pays est grand. On peut dire que les prix sont abordables ici à Rodrigues quand on compare au marchés internationaux. Il a parlé de ne pas répéter les erreurs du passé. En effet, ce gouvernement ne répète pas les erreurs du passé. Au contraire, nous avons appris des erreurs du gouvernement d'alors de 2006 à 2011 qui a pillé notre mer, pillé notre terre à travers la surexploitation du bambara. A une époque, on cherchait sur une photo comment était les bambaras.

Je me rappelle dans mon enfance, quand j'allais au bord de la mer, il y avait des bambaras partout mais pour l'argent, on a vendu l'âme Rodriguaise et ce qui est plus chagrinant, Madame la présidente, c'est que dans ce gouvernement 2006-2011, le *Minority Leader* d'aujourd'hui, était commissaire à l'Environnement. Madame la présidente, et ça, cela

me chagrine, cela m'interpelle parce qu'aujourd'hui, on vient dire de ne pas répéter les erreurs du passé. Et c'est bien, qu'ils ont reconnu qu'il y a eu erreur du passé, qu'il y a eu maldonne, qu'il y a eu pillage de la mer.

Il parle aussi du développement durable et des pêcheurs et leurs intérêts. Je vais répondre à cela tout au long de mon discours mais j'aimerais dire que la pêche a toujours été une activité culturelle, une activité faisant partie de la vie Rodriguaise et ce n'est pas aujourd'hui à cause du chômage, à cause de quoi que ce soit que les gens retournent à la mer. Les gens retournent à la mer par passion et par vocation parce que ceux qui n'aiment pas la mer, ceux qui n'aiment pas cette activité trouvent leur bonheur, leur bonheur personnel et économique sur la terre, Madame la présidente. On parle d'exile mais aujourd'hui, on voit plutôt c'est le retour au pays qui anime nos jeunes grâce au développement qui se fait en ce moment à Rodrigues.

Madame la présidente, après plus d'une dizaine de fermeture de la pêche à l'ourite, ce présent gouvernement continue son action pour donner encore plus de valeur à chaque vie aquatique tout en protégeant les intérêts économiques et touristiques des pêcheurs de crabes, de langoustes et de crevettes. Madame la présidente, lors de l'ouverture de la pêche à l'ourite, on peut lire la joie, l'exaltation des piqueuses et piqueurs d'ourite qui font de très belles prises, que ce soit en termes de quantité et de taille et de qualité. Chaque réouverture de la pêche à l'ourite est une fête. Madame la présidente, cette action d'emmener les règlements ici, trois règlements, est fortes parce que nous voulons lire le même sourire, la même satisfaction sur les visages de ceux qui pêchent les langoustes, les crabes et les crevettes après l'ouverture de cette pêche.

Madame la présidente, je redis encore une fois, que cette mesure, ces règlements mettent en avant les intérêts de Rodrigues et l'avenir de chaque Rodriguais parce que nous voulons garantir la quantité et la qualité des fruits de mer.

Madame la présidente, revenons aux objectifs du développement durable, 14 toujours, d'après l'indicateur 14, 7 (b), des objectifs du développements durables, l'Assemblée régionale à travers l'action d'aujourd'hui de réglementation, agit simultanément pour la préservation de la pêche artisanale et garantit aux pêcheurs l'accès aux ressources marines. Nous avons donc, le devoir en tant que gouvernement écoresponsable de nous assurer que le lagon s'auto-guérisse et se régénère. C'est ce que ce règlement fait aujourd'hui, Madame la présidente. Pour ce faire, notre Assemblée régionale à travers la commission de l'Environnement, a établi des périodes

de fermetures et d'ouvertures de la pêche aux crabes, aux langoustes et aux crevettes pour permettre à ces espèces de se reproduire et à notre lagon de respirer.

Madame la présidente, ces règlements portent le témoignage et l'affirmation que la nature a une capacité d'auto guérison inexplicable. Madame la présidente, ce gouvernement, le Gouvernement régional OPR a toujours été un gouvernement à l'écoute et ce règlement aujourd'hui qui est présenté dans cette Chambre, démontre que nous sommes à l'écoute de notre nature et que nous comprenons la valeur de chaque vie de cette belle île Rodrigues. Ces règlements démontrent notre politique pour une gestion prudente de nos ressources marines. Notre gouvernement garantit un avenir durable à chaque Rodriguais et à chaque Rodriguaise. Madame la présidente, la vision Rodrigues, île écologique se matérialise, se réalise davantage aujourd'hui et porte ses fruits à travers le monde. L'Assemblée régionale à travers ces règlements est en marche avec toute la communauté internationale dans cette grande vision, dans cette grande démarche de protéger la planète. N'oublions pas qu'il n'y a pas de planète B.

Madame la présidente, permettez-moi aussi de revenir sur un discours du Chef commissaire, M. Louis Serge Clair, GCSK, en septembre 2004. Le Chef commissaire a fait un plaidoyer pour que la réussite de notre autonomie face la bonne réputation de la République de Maurice. Après 18 ans de l'autonomie et avec les actions historiques que ces règlements présentent, nous pouvons affirmer fièrement que Rodrigues, aujourd'hui, encore une fois, fait la fierté de la République de Maurice et contribue grandement à la bonne réputation de la République de Maurice. Si notre belle île est parmi les plus petites de la région, elle est surtout parmi les îles les plus écologiques de cette région et peut-être même dans le monde.

Madame la présidente, en écoutant, hier, le président de la République des Seychelles lors de son discours à l'occasion de la fête de l'indépendance des Seychelles, il a fait un plaidoyer aux Seychellois pour dire ceci, je cite :

«Nou pas kapav constrir réputation Seychelles lor malheur.» - fin de citation.

Madame la présidente, aujourd'hui, en écoutant le membre Volbert, j'ai été interpellée par cette phrase et cet appel parce qu'il veut construire la réputation de Rodrigues sur des bases faibles, sur des choses non fondées et sur des arguments qui n'ont pas d'objectivité et de validité. Madame la présidente, cette phrase m'a touchée aussi surtout parce que de ce côté de la Chambre, nous travaillons pour que Rodrigues soit un exemple de la République et dans le monde entier. Certains, c'est vrai, s'attardent sur des démagogies et comment nuire, pour peut-être défigurer Rodrigues mais nous, nous voulons construire l'image de Rodrigues. Nous

voulons construire la crédibilité de Rodrigues. Nous voulons construire la confiance des Rodriguais et la confiance de la communauté internationale envers Rodrigues.

Madame la présidente, voilà déjà 493 ans depuis que notre belle île Rodrigues a été découverte. Nous fêterons en 2028, les 500 ans de la découverte de l'île Rodrigues. Si nous avons survécu jusqu'à aujourd'hui, c'est grâce aux fruits de la pêche et de l'agriculture. C'est pour cela que je condamne le membre Volbert quand il a dit qu'aujourd'hui, les gens retournent à la pêche parce qu'ils n'ont plus de travail. La pêche a toujours été une activité rodriguaise, une activité culturelle mais aujourd'hui, en tant que gouvernement responsable, avec le commissaire de l'Environnement, nous travaillons pour que la pêche soit une activité économique, soit une activité professionnelle surtout pour nos jeunes et avoir une nouvelle classe de jeunes pêcheurs et de jeunes entrepreneurs.

Madame la présidente, quelqu'un a dit hier dans une grande sagesse, je cite :

«Si nou enan ene pié dan nou lacour et nou pa kone so valeur, enan dimoune ailleurs pou vine manze so fruit.» - fin de citation.

Madame la présidente, aujourd'hui, le commissaire à l'Environnement, l'Assemblée régionale de Rodrigues reconnaît la valeur de cet arbre, cet arbre qui est l'autonomie et nous agissons à travers ces règlements, des règlements forts pour que les Rodriguais eux-mêmes connaissent la valeur des fruits de mer et connaissent la valeur de chaque fruit, chaque produit de ce pays pour que les Rodriguais eux-mêmes construisent l'économie. Nous ne voulons pas refaire l'erreur du pillage de bambara alors que le *Minority Leader* lui-même était dans le gouvernement 2006-2011 où il était commissaire à l'environnement à l'époque. Madame la présidente, nous ne referons pas cette même erreur mais nous construisons surtout pour que le fruit de la terre rodriguaise et de la mer rodriguaise soit accessible et à la portée de chaque Rodriguais, que ce soit en terme économique et en terme personnel mais aussi en terme écologique et en d'autres termes, qui valoriseront encore plus les produits. Madame la présidente, ces règlements démontrent que nous sommes un gouvernement écoresponsable mettant en avant, l'écocitoyenneté, Madame la présidente.

Madame la présidente, revenons-en un peu à l'esprit de l'autonomie et à l'essentielle de notre culture et de l'âme rodriguaise. Lors de son accession au statut d'île autonome, l'Assemblée régionale de Rodrigues a conçu et a construit son armoirie autour du développement durable, notamment :

- (1) la souveraineté alimentaire représentée à travers le maïs, la mer, les collines et le poisson;
- (2) l'énergie renouvelable à travers le soleil;
- (3) l'économie verte à travers l'artisanat rodriguais, le chapeau;
- (4) la protection de la biodiversité et l'authenticité rodriguaise représentée par l'hibiscus liliiflorus, le bois d'olive, le solitaire et la fauvette.

Madame la présidente, ces symboles forts sont des témoins que notre autonomie, que l'âme rodriguaise sont intimement liées à l'écologie. L'essence même de cette autonomie est connectée à notre écologie. L'autonomie, aujourd'hui, Madame la présidente, rend possible la mise en place d'une stratégie propre à Rodrigues en vue de protéger notre Rodrigues et notre planète. Il nous faut aller à l'essentiel parce que notre armoirie est le socle que l'écologie doit devenir une culture pour tous, une culture pour tous les Rodriguais. Sur notre armoirie, notre beau lagon est dignement représenté pour démontrer notre attachement à notre héritage maritime. Le beau poisson sur l'armoirie représente la pêche et les fruits de la mer que Rodrigues bénéficie et profite déjà alors 493 ans depuis sa découverte. Madame la présidente, si la pêche à l'ourite et sa fermeture font parties de la culture rodriguaise aujourd'hui, je reste confiante que la pêche aux crabes, aux langoustes et aux crevettes et leur fermeture temporaire deviendront eux aussi, une culture rodriguaise.

Madame la présidente, ces règlements aujourd'hui, me ramène à cette date historique où nous étions avec la délégation nationale en Corée du Sud pour plus précisément sur l'île de Jeju pour l'inscription du *séga tambour* comme patrimoine immatériel de l'UNESCO. Je me rappelle, Madame la présidente, de cette belle découverte que j'ai faite, les Haenyo, les femmes plongeuses, les femmes de la mer. Ces femmes récoltent les fruits de mer avec un simple couteau et en tenant leur souffle sous la mer. Ces règlements me ramènent aussi vers la pêche à l'ourite où nos piqueuses d'ourite sont des modèles de l'authenticité rodriguaise. Elles sont 179 à piquer l'ourite dans le lagon et trois hors lagon. Si nos femmes de la mer, Madame la présidente, sont des piliers économiques et des piliers de la famille, elles restent surtout des femmes fortes et respectées tout comme les Haenyo et leurs activités sont reconnues comme patrimoines immatérielles de l'UNESCO. Nous allons continuer ensemble avec toute l'Assemblée régionale à travailler pour que nos femmes de la mer, nos piqueuses d'ourite et leur activité soient retenues sur la liste nationale pour qu'à l'avenir, ce dossier puisse être retenu et présente à l'UNESCO et être inscrits comme patrimoine immatériel. Ceci pour dire que

l'écologie et la pêche font partie intégrante de la culture rodriguaise et de sa spécificité, Madame la présidente.

Madame la présidente, ces règlements nous font voyager aussi dans l'art culinaire rodriguais, qui est très réputé car elle est composée de produit sain et frais. Rodrigues procède sa propre spécialité qui comprend parmi tant d'autres, les crabes, langoustes et crevettes. Ces produits très réputés de choix, ce sont des produits de choix, sont très recherchés par les Rodriguais eux-mêmes et par les touristes qui visitent notre belle île. Nous constatons aujourd'hui que plusieurs établissements hôteliers et de restaurations proposent ces fruits de mer sous différentes formes pour le plaisir de nos papilles. On peut dire aussi qu'à aux seules, ces trois produits de la mer aident beaucoup l'économie et à la gastronomie rodriguaise. Madame la présidente, la pêche aux crabes, aux crevettes et aux langoustes doit être réglementée afin d'assurer la survie de la tradition culinaire rodriguaise.

Pour terminer, Madame la présidente, j'aimerais encore une fois féliciter mon collègue, commissaire à l'Environnement pour cette action historique et je dirais bien, courageuse. Je le félicite parce qu'il n'a pas répété les erreurs du passé, qu'il n'a pas pillé notre mer, notre bambara, qu'il fait tout pour que cette mer soit restaurée. Madame la présidente, je le félicite pour sa vision à long-terme, pour sa vision pour les 10 ans, 20 ans, 50 ans à venir. De ce côté de la Chambre, nous faisons tout pour que nous bâtissions une économie bleue durable. Nous faisons tout pour que les jeunes puissent de manière professionnelle, construire l'économie autour de la pêche durable. Les jeunes eux-mêmes, lors d'une session du *Rodrigues Regional Youth Parliament*, a affirmé leurs engagements pour réaliser la vision «Rodrigues, île écologique». Ils ont surtout souhaité que des règlements autour de l'environnement soient adoptés pour répondre aux besoins écologiques et économiques de ce pays.

Madame la présidente, ces trois règlements présentés ici, débattus ici démontrent que l'Assemblée régionale est à l'écoute de nos jeunes. L'Assemblée régionale est à l'écoute de l'aspiration des jeunes et de leurs rêves pour Rodrigues. Ces règlements, je suis sûre qu'ils vont être contents de l'entendre être débattus dans cette Chambre à travers la radio et à travers la télévision. Je suis sûre qu'ils seront satisfaits qu'on a pu les écouter et donner vie à leurs rêves.

Madame la présidente, la commission de l'Environnement, aujourd'hui, donne une occasion à la population rodriguaise et aux jeunes d'adopter un comportement écologique. Si nous allons au-delà de ces règlements, nous allons voir que nous devons adopter un comportement écologique, une attitude écologique et être des citoyens écoresponsables et promouvoir, pratiquer l'écocitoyenneté. Madame la présidente, ces règlements, comme je l'ai

dit affirme l'attitude et la politique écologique de l'Assemblée régionale sous le *leadership* de notre Chef commissaire, monsieur Louis Serge Clair.

Madame la présidente, l'écologie et la protection de l'environnement est, et doit rester partie intégrante de la culture Rodriguaise. Une culture de protection, une culture de valorisation, une culture de préservation. Ces règlements, Madame la présidente, sont un bel héritage que l'Assemblée régionale fait aux jeunes et aux générations future. Avec l'âme Rodriguaise soit préservé à travers l'écologie et que l'espoir grandisse et qu'un avenir brillant soit garanti.

Ces règlements, Madame la présidente, garantissent la destinée de Rodrigues. Quelqu'un a dit ceci, je cite : « *Quelqu'un s'assoit à l'ombre d'un arbre aujourd'hui parce que quelqu'un d'autre à planter un arbre il y a longtemps.* » Aujourd'hui, on plante un arbre pour les jeunes de Rodrigues dans 20 ans, 50 ans pour qu'ils puissent s'asseoir sous cet arbre et dire – je suis fier des générations passées, je suis fier des générations qui m'ont léguées une Rodrigues écologique, une Rodrigues saine, une Rodrigues forte.

Sur ces quelques mots, Madame la présidente, je voterais en faveur de ces trois règlements. Que la pêche soit réglementée, que la pêche au crabe, au langouste, au crevette soit réglementer comme proposer par la commission de l'Environnement. Je vote aussi en faveur de ces trois règlements parce que nous sommes en plein conversion écologique, Madame la présidente. Je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The Fourth Island Region Member.

Mr J. R. Augustin (Fourth Island Region Member): Merci, Madame la présidente, de me donner la chance d'apporter ma contribution sur les trois règlements que le commissaire de la Pêche a présenté aujourd'hui dans cette Assemblée.

Je voudrais attirer l'attention du commissaire concernant le 'Rodrigues Regional Assembly Restriction on fishing of Lobster'. Il n'a pas défini si ce sont tous les types de *lobster*. Il y a le langouste, *spiny lobster and rock lobster (crayfish)*.

Madame la présidente, I think that we are here to bring our contribution to these three regulations and I think that there are some points that have not been raised by the Commissioner, that I will now say to this Assembly.

First of all, I would like to say that, there is nothing said about delimiting areas which shall be observed as reserves and areas for fishing.

Secondly, nothing concerning prohibiting the fishing of certain species, the sizes or gender. Yes, *concernant les femelles, les œuf tout ça*.

Thirdly, on the fishing methods, fishing methods prohibited, for example, under water fishing or net.

Fourth, providing the placing of observers or rangers on any spot whenever fishing is done for the control. For lobster, for example, to place rangers on board any fishing boat, like this is done in Seychelles, yes.

Nothing has been said concerning measures for the protection of corals, for example, to catch lobster, measures for protection, conservation and management of the protected areas. Nothing also has been said in these Regulations concerning farming, fishing in farms, shrimps and crabs. Nothing also has been said concerning species that are toxic, for carrying analyses for species and test for toxicity. And also, nothing to regulate the import of these three products.

Concerning licences, nothing also has been said concerning measures for registration of fisherman and the allocation of permit. Application for issue of licences, the number of net available, list of net, shrimp nets, for example. The condition for licensing and the content of licences, the procedure for their issuance, cancellation, suspension or revocation.

Concerning the offences and penalties. Nothing has been said concerning any item seized under these regulations and the estimated value of the seized item (the amount of money to be paid by the offender).

So, Madame la présidente, je suis intervenu directement sur ces règlements parce que je crois qu'il y a un manque de clarté sur les différents points avancés sur les trois règlements qui a été présenté aujourd'hui à l'Assemblée régionale. Par ça, Madame la présidente, je voudrais que le commissaire de la Pêche soit un peu plus précis sur les différentes mesures et d'emmener plus de clarté pour que ces règlements puissent être voté ici à l'Assemblée régionale.

Sur ce, Madame la présidente, je vous remercie.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. The Deputy Chairperson.

Mr J. R. Ramdally (Deputy Chairperson): Madame la présidente, merci de me donner l'occasion de m'exprimer dans ces débats autour de ces règlements introduit dans cette Chambre par le commissaire de la Pêche et autres.

Cette présente action du gouvernement régional s'inscrive dans une dynamique de conservation des espèces vivant dans la mer et sur la terre de Rodrigues. Depuis 2012, le gouvernement régional parle d'une île Rodrigues écologique. L'écologie, c'est l'étude des écosystèmes pour connaître les habitudes alimentaires des espèces qui y vivent, leurs relations entre elles, leurs relations avec l'environnement et comment elles s'adaptent dans ce même environnement. Pourquoi faire cela, Madame ? C'est pour bien connaître leurs utilités dans les chaînes alimentaires ainsi que leurs actions bénéfiques sur notre environnement.

Madame la présidente, toutes espèces animales et végétales à son utilité sur cette terre – sur la terre et en mer, d'où la nécessité de préserver chacune de ces espèces.

Ce gouvernement travaille pour faire de Rodrigues une île écologique, une Rodrigues où toutes les espèces sont conservées afin qu'ils ne disparaissent pas comme l'a été le Solitaire.

Après le règlement sur le bannissement de certain type de plastic, la fermeture de la pêche à l'ourite, entre autres, ce gouvernement va encore plus loin.

Fermer la pêche, Madame la présidente, est bénéfique pour nos ressources. Les chiffres, en ce qui concerne le stock d'ourite depuis 2012 en atteste. En effet, de 2012 à 2016 il y a eu une seule fermeture. A partir de 2017, il y a eu deux fermetures, une en hiver et une en été. Et, Madame la présidente, le stock d'ourite de 2013 à 2017 est passé de 561 tonnes à 630 tonnes. Et depuis 2017, le stock est plus ou moins constant. C'est pour vous dire que, les fermetures ont un effet bénéfique sur les stocks.

Pour venir aux règlements elles-mêmes. Ces règlements donnent le commissaire le pouvoir pour déclarer une période de fermeture donner. La pêche n'est pas fermée aujourd'hui. Donc, ces règlements qui vont être voté, vont juste donner le pouvoir au commissaire pour déclarer une période de fermeture.

Comme l'atteste l'expérience, pour la fermeture de la pêche à l'ourite, je suis sûre que la commission à l'expertise nécessaire pour savoir quand la fermeture aura lieu pour donner du sens à la fermeture qui est de protéger et augmenter nos ressources pour les générations présentes et futures.

En effet, comme l'a dit le membre Volbert, quand j'ai parcouru les règlements, je n'ai pas vu que l'importation est interdite mais après la déclaration de la fermeture toute personne qui a en sa possession des stocks ou veut importer justement, il doit demander l'autorisation. Donc, il doit déclarer leur stock. Je ne vois pas comment ça va être un problème pour les gens qui sont impliqués dans ce domaine-là.

Le membre Volbert (s'est pour éclairer) a aussi parlé du règlement 3 sous-section 5 – *'Any person who, on the first day at latest, of the closed period, has in his possession a stock of not less than 5 kilogrammes etc.'* Not less, oui. Not less veut dire *equal or more*. C'est ça ce qui veut dire *not less*.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mr Ramdally: *Not less* veut dire *equal or more*. Donc, il n'y a pas d'ambiguïté, c'est clair que toute personne qui a cinq kilo ou plus de cinq kilo, ils doivent déclarer auprès du Departmental Head.

Madam Chairperson: Respected Members. Deputy Chairperson please.

Respected Members are reminded that interruptions from a sitting position is completely out of order. Thank you. Yes, please proceed.

Mr Ramdally: Ces lois, Madame la présidente, ne fixe pas les dates comme je l'ai dit pour la fermeture aujourd'hui, il donne juste le pouvoir au commissaire pour en fixer une période donner. Donc, en attendant la fixation de ces périodes de fermeture, des consultations avec ceux qui seront affectés seront fait comme ça a toujours pour tous les autres règlements introduit dans cette Chambre. Donc, pour toute ces raisons, Madame la présidente, je donne sans réserve mon assentiment à ces règlements. Donc, je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you Deputy Chairperson. The Second Island Region Member. Yes, Respected Member Perrine, yourself.

Mr J. L. R. Perrine (Second Island Region Member): Can I remove my mask, Madam Chairperson? Yes, please. *Merci*.

Madame la présidente, merci de me donner l'occasion de réagir à ces trois règlements qui sont présentés aujourd'hui par le commissaire de l'Environnement. Mais avant d'aller dans mon discours, j'aimerais réfuter quelques points que certains membres de l'autre côté de la

Chambre, c'est-à-dire, de la majorité du gouvernement ont repris par rapport à ce que nous, les membres de ce côté de la Chambre a dit sur ces règlements.

La commissaire des Arts et de la Culture a parlé de – nous avons pillés la mer en autorisant la pêche au bambara. Nous sommes aujourd'hui en 2021. Cette pêche de bambara remonte, si je ne me trompe pas entre 2006 et 2012, presque 15 ans après. Ils ont parlé de la culture de bambara depuis 2012 à ce jour. Ils n'ont rien pu mettre en place. Rien ! Pourquoi venir critiquer alors que vous-même, vous n'avez même pas commencé à faire des choses. Automatiquement, c'est normal. Avant la fermeture de la pêche des ourites, qu'est-ce qu'il y avait ? Vous avez parfaitement raison de dire qu'il y a eu un bon rebondissement. Mais concernant la pêche des bambaras à ce jour, il a fallu bien sûre pêcher mais avec un certain contrôle. C'est ce que vous êtes en train de faire avec cette règlement pour les crabes, les langoustes et les crevettes. Vous comprenez ? C'est ce qui se passe aujourd'hui. Alors, de là venir faire de la politique politicienne, pour faire une comparaison, c'est fini toute cette époque. Les jeunes d'aujourd'hui, la en 2021, ils ne veulent plus entendre parler de ces discours, c'est fini tout ça. Les jeunes d'aujourd'hui veulent voir des actions. *'Ou pé rie zone, ou pé rie zone. Des actions concrètes.'*

Madam Chairperson: Please address the Chair, respected Member.

Mr Perrine: Des actions concrètes pour dire mais voilà, nous sommes un gouvernement responsable et on veut aller de l'avant avec quelque chose qui va être bénéfique pour le pays tout en respectant ce qu'eux-mêmes ont dit – la démocratie participative. Ce sont vos termes que vous avez utilisés lors de vos différents discours budgétaires, etc. Où a été la démocratie participative ? Je veux y revenir plus tard.

Ils ont critiqué le membre Volbert pour dire que les bases qu'il a mentionnées et qu'il a dit que c'est non-fondé, que peut-être le membre Volbert n'a pas raison. Il a raison ! Quand vous regardez ce règlement, il n'y a pas grand-chose qui est dit dedans. Il n'y a pas de consistance. Il n'y a pas de sérieux dans ce règlement. Il n'y a pas de sérieux. Donc, de là pour venir dire que nous faisons de la politique politicienne, la démagogie, etc., il faut arrêter. C'est nous aujourd'hui qui vous donne le droit d'exister au sein de ce gouvernement. C'est nous, par rapport au travail qu'on est en train de faire. C'est nous !

(Applause)

Pourquoi il y a tant de personne qui se rue vers la pêche, qui se rue vers la mer ? Parce qu'il ne trouve pas d'autre issue. Les animaux sont bloqués depuis septembre l'année dernière.

Bloqués – embargo sur Rodrigues ! Ils ont même fait la ségrégation avec nos animaux - *‘Madame pa pou alé zis zom pou alé’*.

Deuxièmement, ségrégation encore. Donc, tout ça... enfin je ne vais pas élaborer dans tout cette affaire-là, laissez-moi revenir sur le règlement lui-même. Mais avant laissez-moi faire un commentaire. Vous avez dit que vous êtes tous ensemble, vous êtes une équipe, on parle de 10 ans, 20 ans, 30 ans mais celui qui détient le record de ces prononciations de 10 ans, 20 ans, il n’est pas là, pourquoi ? Est-ce qu’il est contre ce règlement ou pas ? Qu’est-ce qui se passe ? Qu’est-ce qui se passe ? Pourquoi celui qui détient ce record de 10 ans, 20 ans et pourquoi il n’est pas là aujourd’hui ? Alors que c’est un projet historique. Le commissaire a parlé de 30 juin, l’année de l’environnement. Il a parlé de jour historique. Mais c’est quoi le jour historique que le Chef commissaire n’est pas là pour supporter ta motion ? Pour supporter ces règlements ? Est-ce qu’entre guillemet je peux dire qu’il est contre. Madame la présidente, il faut arrêter.

Bon maintenant, laissez-moi élaborer ce que moi j’ai vu selon ces règlements. Laissez-moi élaborer. J’ai vu quatre objectifs pour ces trois règlements. D’abord le commissaire de l’Environnement veut rester dans l’histoire comme étant celui qui a initié les divers projets sur l’environnement. Je ne sais pas si c’est pour lui cette base pour une île écologique, quoi qu’il n’a même pas mentionné un mot sur son orientation vers une île écologique. Il veut rester dans l’histoire. C’est très bien. Rodrigues est resté dans l’histoire comme étant cette île qui a initié en avance sur la république ou sur beaucoup d’autres îles du monde et pays du monde – les bannissements des sacs plastiques. Mais regarder combien de fois Rodrigues a été utilisé comme exemple ? Il n’y a pas beaucoup de fois. Il n’y a pas beaucoup de fois que Rodrigues a été utilisé comme étant un modèle, Madame la présidente.

Deuxièmement, je pense que dans quelques jours je peux dire, dans quelques mois, il y aura la dissolution de l’Assemblée régionale. Normalement, c’est prévu pour février de l’année prochaine. Mais je ne sais pas parce que c’est eux qui gouverne ils peuvent mettre ça n’importe quand.

Madame la présidente, le commissaire, je pense, à mon humble avis, veut pousser ce présent gouvernement vers la porte de sortie car le peuple donne tous les jours, des claques magistrales sur l’incompétence et l’arrogance de ces membres, excepter quelques-uns (on peut compter sur les doigts de la main) qui représente la majorité du gouvernement. Ça c’est deuxio – deuxième.

Troisième et dernier selon mon objectif, moi – il parle de l'écologie. Pour atteindre une île écologique, il faut faire des règlements. Il faut faire des règlements, bien sûre pour encourager ou pour décourager il faut faire des règlements. C'est devenu une habitude pour lui. Son *target*, c'est de faire des règlements. Au lieu de descendre sur les terrains aller voir les problèmes qu'il y a sur les terrains. Non, lui c'est faire passer les lois pour empêcher les gens de faire ceci, empêcher de faire cela. Pour diminuer de plus en plus la marge de vivre de ces personnes qui sont les plus vulnérables de la société.

Madame la présidente, il parlait de l'écologie – *l'écologie donne dimune boir dilo salé* ? C'est ça l'écologie ? L'écologie, nos côtes sont empestées avec la saumure ? le lagon est presque fini avec le rejet des *brines* de ces stations de dessalement qui ne fonctionnent à même pas...

Madam Chairperson: The respected Member is reminded to restrict his observations to the debate, the motion being debated on the Order Paper of today. Thank you.

Mr Perrine: Yes. Il a parlé de l'écologie, Madame la présidente. Ça c'est mon interprétation sur l'écologie. Il parle de l'écologique – Rodrigues vers une île écologique mais seulement Rodrigues devient une île béton ? Non, il faut arrêter ! Rodrigues l'île écologique mais tous...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mr Perrine: Rodrigues île écologique...

Madam Chairperson: Respected Member, Volbert.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Respected Members, please. You are all aware of the procedures of this House. Please, as representative of the people of Rodrigues uphold the dignity and the decorum of this House. Thank you. Yes, please proceed.

Mr Perrine: Merci, Madame la présidente. Je sais que ça fait du mal. Mais tout ce que dit là, c'est la vérité. Je ne suis pas un hypocrite. Je suis un patriote.

Madame la présidente, une île écologique, on ne peut pas couper toutes les plantes, des mahogany, des centaines et laisser les eucalyptus dans la forêt. Alors, que ces plantes-là boivent tous notre eaux. Ça c'est l'île écologique !

Revenons encore. Le commissaire vient nous présenter trois *regulations*. A aucun moment il n'a fait mention de cette loi mère qui régit ces trois *regulations* qu'il a présenté. A aucun moment. Cela veut dire, selon moi, qu'il n'a même pas tenu en compte la base même dont il doit s'appuyer pour mettre ce règlement en place.

Madame la présidente, je vais faire référence à la 'Fisheries and Marine Resources Act' de 1998 qui selon moi, est la loi mère qui régit ce règlement qu'il vient de présenter aujourd'hui. J'ai parcouru aussi le 'Police Act'. Dans ce présent règlement à la section 2 – Interpretation : il parle de 'authorised officer'. *I quote: "An authorised officer means an authorised officer of the Commission for Fisheries, a Customs officer or a police officer."* J'aimerais attirer l'attention sur ce dernier là – 'Police officer'. Aujourd'hui, quand on regarde dans notre contexte actuel, quand je parcours le "Police Act", il ne fait pas mention de – je veux dire, *as per the Fisheries and Marine Resources Act* de 1998, dans cette loi-là on fait mention de la 'National Coast Guard', on fait mention du 'Health Inspector', on fait mention du 'Veterinary *as enforcement officer*, on fait mention du '*enforcement officer of Ministry of Industry and Commerce or person appointed by the Permanent Secretary*'.

Dans ce présent règlement que le commissaire a présenté, il qualifie un *Authorised officer as an officer of the Commission for Fisheries, Customs officer or a police officer*. Or lorsqu'il y a des arrestations à faire, lorsqu'il y a des contrôles à faire sur tous ce qui est des produits marines, il y a aussi le National Coast Guard, il y a aussi le Sanitaire, il y a aussi le Health Inspector. Mais rien n'est mentionné dedans, Madame la présidente. C'est pourquoi je vous dis que ces règlements qu'il vient de présenter aujourd'hui, c'est un règlement *immature, unprofessional*. C'est un règlement à la va vite. Comme-s'il avait un *deadline* à respecter, il a fallu qu'il arrive jusqu'ici avec ce règlement, coute que coute. Et, je suis sûre (enfin pas sûre) mais je pense qu'en voyant ces règlement arriver jusqu'ici, je suis sûre qu'il y a eu beaucoup, beaucoup de rature, de faute dans ce règlement, *copy/paste*. Madame la présidente.

Maintenant, pourquoi le commissaire n'a pas jugé bon d'inclure le National Coast Guard, le Health Inspector, le Sanitary, etc., dans ce règlement, pourquoi ? Il veut '*restricted*', ça veut dire, il y a une seule partie des officiers qui peut contrôler ces personnes-là. Alors, que les National Coast Guards contrôlent les pêcheurs tous les jours. Pourquoi *restricted* ? Au contraire, il faut élargir. Avec une bonne réflexion il fallait élargir cette affaire-là, pour qu'on ait plus de contrôle. Mais malheureusement, ils n'ont vu ça. Les officiers des bois et forêts.

Madame la présidente, dans ce règlement, je ne vois pas l'approche participative que les membres du gouvernement ont l'habitude de faire les références. L'approche participative,

je ne le vois pas. Et, je suis sûre et certain qu'il n'y a pas eu de consultation avec ces pêcheurs, même avec *Vélofen*, qui est réputé pour être un vrai marchand, un vrai pêcheur de crabe. Même *Vélofen* n'a pas été consulté ! *Mange tou* ! Ils n'ont pas été consulté !

(Interruptions)

Ça ce n'est pas mon problème !

Madame la présidente, ces personnes-là n'ont pas été consulté, c'est comme cette affaire de *zoning*, qui a été émergé en 2006 et dont certain se rappelle aujourd'hui, où il y a eu une manifestation des pêcheurs. Il n'y a pas eu de démocratie participative. Donc, ce règlement ne respecte pas la volonté du peuple. Il ne respecte pas la volonté du peuple. Parce que le peuple même n'est pas au courant. A la MBC, qui a l'habitude de tout dire, ce n'est qu'hier ou ce matin que j'ai entendu dire qu'il y aura un règlement à l'Assemblée régionale, trois règlements. Ce n'est que ce matin ou hier. Alors, que c'est un projet de loi historique, que le commissaire a eu amplement le temps pour venir présenter ça. Il n'a pas jugé bon d'aller à la radio pour dire je vais présenter trois lois donc, j'aurais aimé partager cette affaire-là avec vous pour que vous puissiez savoir ce qui se passe au sein de cette Assemblée. Trop tard ! Pas de démocratie participative.

Je reviens encore avec cette loi – *Fisheries and Marines Resources Act*. Dans le compartiment du *management*, la gestion – *management*. Il a été dit qu'il faut mettre en place un – “*consultative committee appointed by the Minister for discussion and advice of matters of general policy relating to fisheries and marines resources. Secondly, for inquiring into matters relating to fisheries and marines resources.*” - unquote. Si le commissaire dit, il parle que ce règlement est historique, vous avez manqué ce petit bout-là qu'il faut rendre ce projet-là historique. Désolé ! Ce n'est pas historique du tout ! Parce que comme je dis, il n'y a pas eu de démocratie participative. Même ceux qui pêchent au langouste, au crabe et au crevette n'ont pas été consulté avant même de venir avec un projet de loi. Il a eu 10 ans pour faire ça. 10 ans ! Il a eu 10 années pour faire ça et ce n'est qu'à la veille des élections qu'il vienne présenter un tel projet de loi. Voilà, ce qui soutienne mon objectif de – il veut pousser ce présent gouvernement vers la sortie car le peuple donne tous les jours des claques magistrales sur l'incompétence et l'arrogance de ces membres.

Madame la présidente, *mo pou gagné honnêtement*. On va gagner cette élection honnêtement. Oui, on va gagner, nous ici on va gagner.

Madame la présidente, pourquoi le commissaire en question n'a pas jugé bon de faire un *consultative committee* s'il veut donner une autre dimension, patriotique à ce règlement ? Cela démontre clairement qu'il n'est pas allé au bout de ces idées, il a coupé court parce qu'il avait un deadline à respecter. Mais malheureusement, celui qui doit donner du poids à ce règlement pour rendre ce règlement historique, il n'est pas là aujourd'hui.

Madame la présidente, ce *consultative committee* aurait eu des pêcheurs de langouste, des pêcheurs de crevette et des pêcheurs de crabe, des représentants. Ce *consultative committee* aurait eu des ONGs travaillant dans les domaines de la pêche. Ce *consultative committee*, aurait eu des membres de l'opposition pour soutenir leur projet. Mais malheureusement, ils n'ont pas jugé bon de faire ça. Ils ont restreint ce projet de loi à leurs petites personnes.

Madame la présidente, voilà ce que ces trois règlements qui ont été présenté ici, représente. Je vais enfoncer le clou encore plus loin. Depuis 2012... (*zot pou gagne encor la, pa gagne traca zot, voleurs trésor*). Madame la présidente, depuis 2012...

Madam Chairperson: Respected Member, you withdraw those allegation, please.

Mr Perrine: *I withdraw unconditionally.* Madame la présidente, ce présent gouvernement pendant 10 ans a présenté deux projets de loi. La première sur la machine de sept ans (*macine sept ans*). Deux règlements depuis 2012 à ce jour. Deux règlements qui ont brillés. Il y a machine sept ans et ces trois règlements qui sont présentés dans cette auguste Assemblée aujourd'hui. Depuis 2012 à ce jour, depuis dix ans qu'ils sont au pouvoir. C'est le même gouvernement. Les personnes changent mais le gouvernement reste. 12 donc, dix ans. Dix ans, Madame la présidente. Et, vous savez qui sont ces principaux bénéficiaires – les machines sept ans ? Ce sont les éleveurs, les planteurs, les pêcheurs. Les gens qui sont considérés comme vulnérable, comme au bas de l'échelle, qui ne touche pas Rs 10,200 par mois, qui ont comme banque leurs troupeaux. Ce sont ces personnes-là qui sont affectées. Dix ans ! Et, aujourd'hui quand on regarde la situation de ces personnes juger vulnérable, au bas de l'échelle, vous allez comprendre pourquoi ce règlement qu'il vient de présenter aujourd'hui est une catastrophe. C'est pour renforcer les clous au plus petit de la société, c'est pour renforcer les clous au plus vulnérable de notre société, c'est pour renforcer les clous à ces personnes dites vulnérables, les femmes pêcheurs, les éleveurs. Tout ça, ils sont affectés. Les chômeurs, *ki ale rode ene ti la vie dan la mer pou gagne ene journée*, Madame la présidente.

Maintenant, si je dois revenir – ce sont les deux projets de loi qui ont enfoncées davantage le peuple de Rodrigues au bas de l'échelle encore. Enfoncer – ils sont fort là-dessus.

Maintenant, revenir à cette affaire de *closed season*, *definition closed season*. Je reviens un petit peu au règlement technique. Definition de *closed season*, qu'est-ce que cela veut dire ? Encore une fois je dis bien, ce gouvernement a eu dix ans pour pouvoir faire un *monitoring* sur tous ces types de pêche. Aujourd'hui, en 2021, il aurait dû venir avec un *master plan*, *sustainable master plan for the fisheries sector*. Ça n'existe pas. Ils ont eu dix ans pour faire ça. Et, aujourd'hui ils vont venir avec des *piece of regulations*. Il y a que les lois – c'est un gouvernement oppresseur. Finalement, il porte bien leur nom, si je comprends bien. Oppression du peuple de Rodrigues. Madame la présidente, il faut arrêter. Je dis bien nous sommes en 2021, nous devenons de plus en plus vulnérable et ces pêcheurs, ces planteurs, ces éleveurs qui sont au bas de l'échelle, il faut qu'on leurs donnent encore de moyen pour qu'ils puissent survivre de cette marasme économique sans précédent avec la COVID-19. Heureusement... ce n'est pas eux qui ont protégés le peuple de Rodrigues. Ce n'est pas eux. C'est le grand manitou là-haut. Il prétend, il tape l'estomac mais ce n'est pas eux. Heureusement, qu'il y a eu ce grand dada pour nous protéger de ce COVID-19. Imaginez un seul instant, on a eu un seul cas de COVID-19 à Rodrigues.

Madame la présidente, *tap l'estoma, tap l'estoma* – dix ans pour faire une enquête comme il se doit. Nous avons plusieurs associations à Rodrigues. Ce matin je viens d'entendre un parler à la radio. Nous avons le Shoals Rodrigues, nous avons un centre de recherche, FRTU. Il y a des gens compétents qui peut faire des recherches pour voir qu'est-ce que cela signifie, qu'est-ce que cela veut dire, où sommes-nous ? Est-ce que les statistiques aujourd'hui parlent de la pêche des crabes ? Est-ce que ça existe ? *Na pa ! Na pa, Madame la présidente*. Aucun statistique ne parle de la pêche au crabe, la pêche de langouste, la pêche au crevette. Ça n'existe pas dans les statistiques. Dix ans vous avez eu pour faire ça. Qu'est-ce que vous avez fait ? Rien du tout. Voilà, la réponse. Vélofen sait exactement quand il faut pêcher les crabes et quand il ne faut pêcher les crabes. Vélofen sait mieux que vous quand il faut et quand il ne faut pas.

(Applause)

Et, c'est ce personne-là qu'il fallait aller consulter d'abord avant de venir avec un projet de loi ici. C'est Vélofen que le commissaire devait aller rencontrer pour savoir quand est-ce qu'il faut fermer. D'ailleurs, Madame la présidente, tout le monde sait en hiver on ne pêche pas. On ne pêche pas de crevette, non ? En été on ne pêche pas les crevettes mais en hiver on le pêche. Donc, qu'est-ce que cela signifie ? *Défonce ene la porte ouver ! Apé vine montré nou ki zot kone fer kitchose ! Bé zot copié zot copié mal !*

(Applause)

Madame la présidente, j'ai parlé tout-à-l'heure, de démocratie participative. Je reviens sur la communication, la sensibilisation avec les bénéficiaires concernées. Pourquoi, il n'y a pas eu ça ? Qu'est-ce qui bloque le commissaire à aller vers ces personnes...parler avec *Ti Marc Meunier* à Baie du Nord ! Un vieux pêcheur de crevette. Pourquoi le commissaire n'a pas jugé bon d'aller rencontrer ces personnes-là pour dire – *bé ki ou pensé hein mo pé vine lor présente ene projet de loi pour la fermeture* ? Je suis sûre et certain bavard qu'il est, monsieur Ti Marc, il aurait donné des conseils gratuitement au commissaire en question pour faire quelque chose correcte avec la participation des personnes concernée, les bénéficiaires. Mais il n'a pas jugé bon. Il s'est réfugié dans son bureau, faire le règlement et il a jugé bon, c'est bon, on vient présenter. Mais c'est une honte ! C'est une honte ! Je suis désolé. C'est une honte... *Bé normal mo bizin get laba, parski to pé gagne problem*. C'est une honte, Madame la présidente, venir emmener des officiers ici pour venir entendre tous ces manquements qu'il y a ce projet. Mais c'est une honte ! D'ailleurs, quel est le rôle du commissaire dans ce projet de loi ? Il est qui pour décider quand il faut fermer, quand il ne faut pas fermer ? Il est qui ? Où sont les responsabilités de ces Chefs de département et autres membres de sa commission ? Qui va assurer la responsabilité administrative de ce *policy* ? C'est le commissaire ? Qui va aller répondre à la Cour ? C'est le commissaire quand il y a des offenses. Il ne faut pas copier sur Maurice, on n'est pas à Maurice ici, on est à Rodrigues.

Madam Chairperson: Respected Members, order. Respected Members, are reminded that cross-talking is completely out of order. Yes, please proceed.

Mr Perrine: Qui c'est qui va aller faire les implémentations de ce projet de loi ? Le commissaire ! Lui il vient, il vient là lui, il est content et c'est lui qui va donner le permis quand il veut, quand bon lui semble, si celle-là est de tel ou tel catégorie de personne (je ne vais pas dire partie politique, tout ça, ça fait partie). Mais il faut arrêter ça. Le commissaire, vous venez à l'Assemblée, vous présentez le projet de loi et c'est les responsables des Chefs de département qui doit s'assurer que les recommandations sont suivies, la loi est maintenue. Et, non pas le commissaire, il donne les permis quand il veut.

Madam Chairperson: Respected Member, there is a point of order.

Mr Payendee: On a point of order. I would like the Member to remove the fact that he is talking about that we use political interference not to give any permit to someone. I would like him to remove this.

(Interruptions)

Madam Chairperson: I will come back with a ruling later after having gone through the records. Yes, please proceed.

Mr Perrine: Yes, thank you, Madam Chairperson. What is the role of a Commissioner in this regulation? Moi, je ne suis pas d'accord que le commissaire c'est lui qui doit fixer les dates de *closed season*. Je ne suis pas d'accord. Il y a un département pour ça. Le commissaire part, le département reste. Donc, c'est le département, le Chef de cabinet qui doit assurer si telle ou telle personne sont éligible, on lui donne. Il faut arrêter cette affaire de – c'est le commissaire qui va décider. Et moi, selon mon expérience je vais penser, je peux penser qu'il y aura des politiques politicailles dans cette affaire de *closed season or not*. Donc, moi je ne suis pas d'accord.

Madame la présidente, avant de terminer, je vais brosser un tableau sur les pêcheurs de crabe, de crevette et de langouste. Avant de venir avec ces lois, ces règlements est-ce que le commissaire sait exactement combien de personne qui pêche le crabe ? Combien de personne qui pêche des crevettes ? Combien de personne qui pêche des langoustes ? J'aurais attendu qu'il vienne nous dire ça, appuyer par des statistiques, par une étude pour dire que voilà, c'est pourquoi nous allons fermer ça. Et, il aurait gain de cause et je sûre que nous, au sein de cette Chambre on aurait voté pour. Mais malheureusement, il n'a pas fait son *homework*. Je suis désolé. *This is not acceptable. Merci, camarade Volbert.*

Madame la présidente, d'abord il faut avoir des statistiques. Il faut se baser sur une étude scientifique pour comprendre est-ce que c'est là qu'il faut faire ça ou après ? Ils sont eu dix ans pour étudier ces crustacées, est-ce qu'il peut nous dire là quand est-ce qu'il faut fermer la pêche au crabe, la pêche d'homard et la pêche au crevette ? Le membre Ramdally, le Deputy Chairperson a parlé tout-à-l'heure, il y a eu deux *closed season* pour la pêche à l'ourite. La première fois qu'il a présenté de ça, c'est vrai il y a eu un seul *closed season*. Mais qui c'est qui a dit au commissaire qu'il est dans l'erreur, qu'il faut faire un deuxième *closed season* ? Qui c'est qui a dit ça ? Ce n'est pas les membres du gouvernement, c'est nous ici. C'est nous ici qui a éclairé le commissaire, ensuite il a attendu cinq ans. Le gouvernement a attendu cinq ans pour venir – voilà on va faire un deuxième *closed season*. *In cas ene gran paké*. Quand quelque chose est bon, il faut le prendre. Ce n'est pas pour nous ça, c'est pour le peuple avant tout. C'est pour le peuple. Et puis, depuis 2012 à ce jour Rs 250 par jour pendant 15 jours. C'est une honte ! C'est une honte ! Pour un mois – 15 jours dans un mois. C'est ça – 15 jours à Paris.

Madame la présidente, si le commissaire vient me dire, tous ces recommandations, ces revendications que j'ai faites là, je vais voter, peut-être pour tout-à-l'heure. Mais tant qu'il ne nous a pas dit ça, donc il y a un problème quelque part. Je sais qu'il va venir caser un grand paquet, il va dire des conneries. Je sais, c'est son habitude. *Le show man*.

Une autorisation spéciale pour les pêcheurs de langouste, est-ce que ça existe ? Madame la présidente ? *'Djant'* - ça n'existe pas. Appart quelques pêcheurs de crevette ont un permis pour les filets mais les pêcheurs de crabe. Est-ce que Vélofen a un permis spécial pour pêcher les crabes ? Le commissaire a bien dit là, Vélofen a une carte *off-lagoon*. Qui c'est qui est responsable de ça ? Moi ? Moi, qui est responsable ? Si je fais mal, tu corrige mon ami, tu corrige. C'est ça le rôle du gouvernement. Remettre sur les rails ceux qui sont déraillés comme le commissaire lui-même. Actuellement, il déraille, il faut qu'on le remette sur le rail.

Madame la présidente, quel permis spécial on a pour ces personnes au bas de l'échelle ? Quelle considération on aura dans ce projet de loi ? Rien n'est mentionné à part la loi opprimer. Quel équipement de sécurité ? Quel moyen ces pêcheurs vont utiliser pour pêcher ? Tout-à-l'heure-là, quelqu'un a dit – *eski nou pou ale plonge soumarine* ? On ne sait pas ! Pour aller tirer des langoustes. Il parlait d'un trou noir. Qui c'est qui a la possibilité d'entrer dans ce trou noir ? *Mo pa kapav plonzé dé met moi ! Mo pou ale laba moi* ? Qui c'est qui a un club de... *Ah non !* Qui c'est qui peut plonger ? Ce n'est pas moi. J'ai dit deux mètres, je n'ai pas dit un centimètre, j'ai dit deux mètres. Moi, je ne peux pas plonger à deux mètres. Mais combien de personne peut aller là-bas ? Qui c'est qui a le potentiel d'aller plonger à 10, 12, 15 mètres pour aller sortir les langoustes ? Il faut régulariser, Madame la présidente. Avant de venir avec des lois, il faut régulariser toutes cette affaires-là. Parce qu'il faut éviter les catastrophes. Sinon vous devenez catastrophe vous-même.

Madame la présidente, il faut revoir tout l'aspect sécurité derrière ce projet de loi. Il faut savoir exactement qu'est-ce qui est bon pour notre communauté ? Qu'est-ce qui est bon pour cette île ? Pour qu'on puisse arriver à dire Rodrigues on veut que tu sois une île écologique, il faut mettre les moyens qu'il faut. Il faut mettre les comités consultatifs, il faut que tout le monde s'embarque comme un seul patriote. Quand on chante *'Se Pou Sa'*, il faut mettre ça dedans.

Je n'ai pas terminé encore. Donc, je vais terminer. Le membre Augustin a parlé de délimitation de la zone de pêche. Il a raison ! Rien n'est mentionné dedans. Délimitation – où est-ce que ces pêcheurs *crabes-là* vont aller pêcher ? Est-ce qu'il peut pêcher dans les *Mangroves* ou pas ? Est-ce que vous savez qu'il y a des crabes en dehors des lagons ? Qu'est-

ce qui a été dit ? Rien du tout. Et, d'ailleurs, on sait très bien que *the off-lagoon does not fall under the purview of the Commissioner for Fisheries. It is under the Minister*. Madame la présidente, est-ce qu'il y a eu consultation avec le ministère ? On ne sait pas, on ne sait pas. Il y a des crevettes qui sont en dehors du lagon. Il y a tout ça, c'est un manque.

Maintenant, les quantités de licences qui vont être octroyé, comment est-ce qu'ils vont faire ça ? Quand on ne connaît pas la quantité de pêcheur qui sont *involve* dans ces activités-là, comment est-ce qu'on peut octroyer des permis ? Qui va donner ces permis ? Qui va consulter ces personnes-là ? Combien de crabe il y a ? Combien de crevette il nous reste dans la mer, chez nous, dans le lagon ou en dehors du lagon qu'il n'a pas mentionné ? Il y a toute une étude à faire, Madame la présidente. Et, le commissaire a eu 10 ans. Il a eu 10 ans pour venir nous dire, scientifiquement parlant, le fait qu'il est aussi un scientifique, il a eu 10 ans pour venir (soit disant scientifique, on ne sait pas nous) nous dire voilà c'est comme ça qu'il faut aller et là on aurait accepté, on aurait dit - *okay, let us go* - allons, embarquer sur ce nouvel projet de loi en tant que patriote. Mais là, puisqu'il y a cette manque de tous ces détails que j'ai fait mention, que mes collègues on fait mention ici, au sein de cette opposition. Eh ben, je ne peux pas m'engager, je suis désolé. Merci, Madame la présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. I suspend the House for one hour for lunch.

At 12.24 p.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 1.36 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Please, be seated. The Commissioner for Social Security and Others? The Commissioner for Women Affairs and Others.

The Commissioner for Women Affairs and Others (Mrs R. M. F. Gaspard Pierre Louis): Madame la présidente, depuis sa création, l'Organisation du Peuple de Rodrigues (OPR) ne cesse de marquer l'histoire de notre pays et ainsi, nous ne cessons de laisser notre empreinte dans le cadre du développement de notre île Rodrigues. Nous avons marqué l'histoire politique. Nous avons marqué l'histoire numérique. Nous avons marqué notre histoire culturelle et nous persistons à marquer l'histoire écologique de notre île Rodrigues. Qui peut dire le contraire sinon, les démagogues, les arrogants ou les spécialistes de tout ? Durant les tout premiers mois de notre mandat en 2012, le gouvernement régional à travers la commission de la Pêche, a fait voter dans cette Chambre, les règlements pour la clôture

saisonnaire de la pêche à l'ourite, une décision décriée par beaucoup au début, fermentée par l'opposition d'alors et finalement, plébiscitée à l'unanimité aujourd'hui. Une décision difficile mais ô combien bénéfique pour notre lagon. Une décision courageuse et exemplaire qui suscita l'intérêt de la République de Maurice, qui ensuite, en 2016, nous emboîta le pas en faisant voter à leur tour, le *Fisheries and Marine Resources (Fishing of Octopus) Regulations 2016* en vue de réguler eux aussi, la pêche à l'ourite.

Cette décision a fait même venir des gens de la Tanzanie et de Zanzibar pour voir ce que fait Rodrigues en matière écologique. Je ne peux, Madame la présidente, m'empêcher de me rappeler de l'ancienne haut-commissaire australienne, Madame Susan Coles, qui a fait venir des experts de son pays pour des essais de culture d'ourite en pot avec l'intention d'appuyer notre politique pour accroître la production d'ourite tout en respectant notre lagon. Madame la présidente, nous sommes presque à la fin de ce présent mandat, le deuxième au gouvernement, nous venons avec des règlements pour continuer à jeter les bases solides pour promouvoir une culture favorable à la transition écologique en lien avec notre agenda quinquennal, «Bâtir l'île Rodrigues de nos rêves» où à la page 10 du discours programme, paragraphe 37, je cite :

« Mon gouvernement s'engage aussi à développer un plan d'action pour la gestion durable des ressources marines avec l'emphase sur la régénération du lagon, l'éducation et la formation continue des pêcheurs entre autres. » - fin de citation.

Et dans le budget, dans le discours budget 2018/2019, paragraphe 142, le troisième point, le Chef commissaire vient encore dire sa détermination surtout pour travailler pour que la pêche aux crabes et crevettes de profondeur dans nos eaux, soient contrôlée. En 2019/2020, le Chef commissaire encore une fois, à la page 10 du discours budget, sous le chapitre «La Pêche et l'Economie Bleue», je cite :

« Madame la présidente, la protection et la valorisation des ressources marines est primordiale pour promouvoir l'économie bleue. Nous sommes conscients que les ressources marines de Rodrigues sont constamment menacées par le changement climatique, la surpêche et la pression de certaines techniques de pêche. » - fin de citation, Madame la présidente.

Pour vous dire que ce n'est pas à la veille des élections, comme a dit un membre de l'opposition qui a parlé avant moi, que nous venons avec ces règlements ; ça fait partie des engagements que nous avons pris auprès de la population et nous poursuivons nos actions en vue de respecter ces engagements. Après la pêche à l'ourite, nous sommes venus avec des

règlements pour bannir le sac en plastique. Nous avons démarré le village écologique à Rivière Cocos. Nous aurons très bientôt notre tout premier bâtiment intelligent, le *Smart Building*, notre Technoparc actuellement en construction. Vendredi dernier, le Conseil exécutif a pris note de l'approbation finale pour le projet FEXTE, «Rodrigues, Ile Verte» pour l'utilisation de l'énergie verte d'ici 2030 à Rodrigues. La plantation de corail en cours pour lutter contre le blanchissement du corail dû au changement climatique et autant de projets concrets et tangibles de notre engagement ferme envers notre pays, envers nos enfants et envers l'avenir.

Madame la présidente, ces règlements débattus en ce 30 juin pour réguler la pêche aux crustacés, à savoir, les crevettes, les langoustes et les crabes s'insèrent dans cette grande vision écologique mais aussi et surtout avec ce qu'a dit notre leader en 1976, «*pas compte lor manzer ki sorti dehors; compte lor manzer ki sorti dan nou later*». Des paroles qui ne cessent de retentir dans la mémoire des femmes et des hommes de Rodrigues, surtout en cette période difficile de pandémie qui nous force à accélérer nos initiatives pour notre souveraineté alimentaire. Ces règlements pour moi, s'insèrent aussi dans une démarche patriotique. C'est dans une démarche d'encourager le peuple vivant à Rodrigues à continuer à aimer notre pays, à l'organiser et à le faire fructifier. Ces règlements pour moi, viennent nous encourager, nous les humains, à nous concilier ou même nous réconcilier avec la nature avec notre nature au lieu de continuer à l'exploiter, parfois dangereusement et irréversiblement.

Ces règlements viennent contribuer à la protection des espèces en voie de disparition et dans d'autres mots, promouvoir le développement durable et être des militants actifs pour l'écologie. Dans ce même élan, Madame la présidente, je suis contente de partager avec vous, ce beau projet que la commission de la Formation va mettre en œuvre dans quelques semaines avec l'université de Toamasina de Madagascar pour un DU, un diplôme universitaire en anthropologie ethnoécologique. Une formation qui sera très utile dans cette vision écologique pour continuer à éduquer nos jeunes et même nos adultes à la nécessité absolue de se réconcilier avec la nature pour garantir un meilleur demain pour les prochaines générations. Madame la présidente, le Chef commissaire l'a aussi annoncé récemment lors de son allocution budgétaire que nous allons former les jeunes au niveau de la pêche pour assurer qu'il y a une continuité et dans un esprit de respect pour la nature. Et, c'est pour cela que nous avons lancé déjà les appels parmi les jeunes pour susciter leurs intérêts pour ces formations pour la pêche sous le projet NTRS.

Et je suis contente que 235 jeunes enregistrés dans le bureau de l'emploi dans le domaine de la pêche se sont faits inscrire pour ces formations pour devenir des pêcheurs hors

lagon, des formations dans l'aquaculture, des formations pour devenir des mécaniciens de moteurs hors-bords, des charpentiers marines, la fabrication des bateaux en fibre de verre entre autres. Et dire aujourd'hui, Madame la présidente, que beaucoup de nos jeunes quand ils quittent l'école, ils vont à la mer pour ne pas s'exiler, ce sont là, des propos purement démagogiques et vraiment qui relèvent de la politique politicaille.

Madame la présidente, les écrits mettent en évidence la demande croissante des fruits de mer au niveau mondial depuis les années 1990 dû à une évolution dans la consommation alimentaire. Si les recherches nous disent que les crustacés dont nous parlons aujourd'hui, langoustes, crabes et crevettes, sont principalement pour les papilles raffinées, il est aussi un fait que ces crustacés en question sont produits en grande quantité dans des élevages rarement biologiques en Equateur, à Madagascar ou en Inde pour un marché européen très prononcé.

Madame la présidente, en marge de l'adoption de ces règlements, j'ai pris le soin d'échanger particulièrement avec les principaux acteurs qui de par leurs métiers, sont des connaisseurs de ces produits. A savoir, les Chefs de cuisine travaillant dans les plus grands établissements hôteliers de Rodrigues et les restaurateurs. Quels sont leurs constats en général? Pour eux, les fruits de mer, surtout les langoustes, sont principalement ce que viennent chercher nos visiteurs, surtout ceux qui viennent d'ailleurs, c'est-à-dire en dehors de Maurice. De par leur grande expérience, pour eux, ces produits de la mer de Rodrigues sont les meilleurs gustativement dans l'Océan indien, surtout dû à la propreté de nos lagons. Et comme dans d'autres pays, la langouste est d'après eux, est un produit de luxe, probablement le plus cher sur la table rodriguaise allant de Rs 900 à Rs 1,500 la pièce. Ce même produit est assez rare et souvent, la production ne répond pas à la demande.

Quant aux crevettes, ils sont unanimes à dire que c'est un très bon produit mais pas rentable et pas pratique pour en faire un plat tout entier dû à leur petite taille actuellement. Ils trouvent en la fermeture, une opportunité pour voir la taille maximale que peut atteindre ce produit. Ces connaisseurs souhaitent que cette fermeture nous permette de faire que notre crevette peut égaler la gamba, une crevette avec beaucoup de chair qui détient une notoriété mondiale mais d'après eux, moins gouteux que la nôtre. Nos professionnels se tiennent tous cependant que les crevettes même pas assez rentables pour leur petite taille, trouvent leur place dans de nombreux plats consommés localement : le riz frit, le bol renversé, la sauce rouge entre autres. Ils continuent en prononçant que dans les années 1990, à leur début dans les hôtels, ces mêmes crevettes étaient beaucoup plus grandes de taille et pensent qu'il faudrait plus de control à ce niveau pour empêcher qu'elles soient pêchées trop tôt. Ces mêmes réflexions, Madame la

présidente, sont partagées pour les crabes 11 tâches et carrelets, les plus consommés à Rodrigues.

Toujours très bon gustativement, toujours un bon produit frais avec une bonne qualité nutritionnelle comme l'a si bien mentionné ce matin, le commissaire Payendee, les crabes à Rodrigues ne sont pas assez gros et pas suffisants pour développer le full potentiel du produit en termes de nombres de plats possibles. Le bouillon de crabe d'après eux, reste le plus rependu dans la population rodriguaise mais doit toujours être complémenté par la chair du poisson dû à leur petite taille justement. Madame la présidente, il est aussi très intéressant de savoir qu'un des chefs a aussi sa signature sur un plat à base de crabe de Rodrigues, ce qui veut dire qu'il a développé une recette qui ne peut être vu ailleurs et qui est très demandée par les clients de son établissement. Pour vous dire que la régulation de la pêche de ces crustacés sera très suivie par ces acteurs qui trouvent en ces produits, des excellents outils de travail et un excellent moyen pour rendre le séjour de nos visiteurs plus agréable et avec aussi le souhait que les Rodriguais peuvent apprécier ces produits de qualités.

Madame la présidente, fort de ces résultats, fort des résultats de la fermeture de la pêche à l'ourite, je suis émerveillée de constater l'appréciation de ces professionnels qui clament sans ambages «*ki nou mem premier pou gagnant dan sa fermtir la*» ou encore «*lekonomi bizin fer ler enan*» ou encore «ce n'est que reculer pour mieux sauter».

Madame la présidente, une autre bonne chose, c'est que quand on va réguler cette pêche, aucun des pêcheurs qui ont leur permis parmi les 10 pêcheurs qui ont ce permis pour pêcher les crevettes, aucun de ces pêcheurs ne sera totalement pénalisé parce qu'ils détiennent tous *soit ene carte dehors ou ene carte dan lagon*. Ce qui fait que, Madame la présidente, de venir dire aujourd'hui qu'avec ces règlements, on va baisser, on va diminuer la marge de vivre des plus vulnérables (j'ai entendu quelque chose comme ça), Madame la présidente, c'est totalement faux et c'est démagogique car ces 10 personnes, ces dizaines de personnes y compris monsieur Velofen, donc monsieur Ernel Edouard, ils ont leur carte en bonne et due forme. Donc, ils vont continuer à travailler et leurs gagne-pains ne sont pas mis en danger.

Madame la présidente, le nouveau concept aujourd'hui, c'est vraiment allier écologie et économie. C'est ce qu'on prénomme «*écolonomie*». Et Rodrigues, petite comme elle est, s'embarque jour après jour dans cette nouvelle mouvance internationale. C'est pour cela que je félicite sincèrement mon collègue, le commissaire Payendee, qui de par sa connaissance dans ces sujets précis, est une formule gagnante pour l'Assemblée régionale de Rodrigues et depuis 2012. Madame la présidente, je vais me permettre de prendre quelques points déjà mentionnés

par les membres de l'opposition en lien avec ces règlements. Je dois vous avouer que je me pose des questions. Je me demande comment, quelle interprétation les gens qui nous écoutent aujourd'hui, ils ont de nous ici, de notre contribution mais aussi de nous-même en tant que dirigeants et représentants de ce pays.

Aujourd'hui, je suis une fois de plus, déçue de la manière dont on attaque le professionnalisme des gens. Quand on vient dire que ces règlements ne sont pas sérieux, quand on vient dire que ces règlements étaient faits au petit bonheur, cela me renvoie à cette formation que nous, les commissaires avec nos officiers, nous avons eu l'occasion de suivre une formation dispensée par le juge Domah sur l'élaboration des règlements en vue de les faire voter à l'Assemblée régionale. Il y a tout un mécanisme, il y a tout un processus. Si c'est vrai que les règlements reflètent la politique du commissaire et du gouvernement, c'est aussi vrai que l'élaboration de ces règlements découle de toute une technique et ça, c'est les fonctionnaires, c'est le *Legal Advisor*, c'est le SLO. Et si on veut aujourd'hui, décrédibiliser ces institutions en venant dire que ces règlements ne sont pas sérieux, je pense qu'on mélange une petite réunion qu'on fait dans un coin et une instance qu'est l'Assemblée régionale de Rodrigues. Quand on vient dire aujourd'hui qu'au niveau de la commission, il n'y a rien comme données au niveau de ces crustacés. J'ai pris la peine de consulter rapidement les *scheme of duty* des *Fisheries Officer* et des *Technical Officer* où s'est mentionné respectivement et clairement pour les *Fisheries Officer*:

"To collect data and assist in all matters relating to fishermen, fisheries management, marine resources and marine conservation and keep record thereof."

Est-ce qu'on vient aujourd'hui attaquer le travail de ces personnes ? Je poursuis, pour les *Technical Officer*:

"To perform work related to fisheries research, [...] water quality monitoring, fishing technology and aquaculture research and extension."

Et là, Madame la présidente, ça n'a rien à voir de la tâche du commissaire. C'est le travail déjà, c'est une tâche qui déjà est accomplie par ces officiers qui occupent ces postes. Pour aller plus loin, Madame la présidente, aujourd'hui, quand on a écouté les membres de l'Opposition venir dire qu'il n'y a pas eu de consultation. Il y a une dizaine de personnes qui sont dans ce domaine officiellement. Je l'ai dit au départ, ces personnes ne vont pas être affectées totalement parce que la pêche aux crevettes, à langouste, c'est une pratique qui font ajouter à ce qu'ils font déjà pour les poissons, les ourites entre autres alors qu'ils ont déjà leurs

cartes *dan lagon ek en dehors lagon*. Pour moi, aujourd'hui, je trouve que le travail déjà entamé est en œuvre par le *Fisheries and Marine Council*. C'est une instance qui permet une consultation permanente avec les professionnelles, avec les personnes qui travaillent dans ce secteur. Donc, venir dire aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de consultation pour développer ces règlements, je pense que là, on veut venir justement faire de la démagogie et jeter la boue et ne pas respecter le travail des gens.

Madame la présidente, j'ai entendu tout et son contraire depuis ce matin. Un moment, un membre disait qu'il ne faut pas copier Maurice. Plus loin, lui-même, il dit : «*Es kine consulter Moris?*» S'il ne faut pas copier Maurice, ah ben, pourquoi faut-il qu'on consulte ? Donc, on est venu parler que pour parler. En même temps, on est venu dire aujourd'hui, on veut faire croire aux gens d'ici et à la population que c'est la première fois que dans des règlements ou bien dans des lois que les *policy makers* ont leur mot à dire dans l'octroi des permis. Soit on n'est pas au courant, on est ignorant de toutes ces lois qui existent, de ces règlements ou bien on veut venir encore une fois faire de la démagogie pour faire croire aux gens que nous voulons faire de la dictature à Rodrigues.

Madame la présidente, pour moi, malheureusement, le Chef commissaire n'est pas avec nous cet après-midi. Pour moi, ces règlements cadrent. D'ailleurs, comme l'a dit mes collègues qui ont parlé avant moi, donc, toute cette démarche écologique quand on a écouté ces vertus médicamenteuses de ces crustacés, quand on a écouté toute l'histoire culturelle derrière tout ce grand projet, Madame la présidente, je ne peux, moi, que dire, que commander comme on dirait ces règlements à l'Assemblée régionale aujourd'hui. Ce que je m'associe à ces professionnelles dans ce secteur pour souhaiter ce que ces règlements viennent nous aider à voir, à produire beaucoup plus. Aujourd'hui, si on regarde les chiffres de la FAO, Madagascar produit plus de 9,000 tonnes de crevettes. Le lagon de Madagascar est beaucoup plus grand que la nôtre. Si on ne va pas se mesurer directement avec Madagascar, je pense qu'il y a le potentiel pour qu'on va beaucoup plus loin et qu'on produit encore plus pour la consommation locale, pour faire baisser les prix mais aussi pour les touristes qui viennent et pourquoi pas, pour exporter ce très bon produit. Je souhaite avant de terminer, féliciter toutes ces personnes qui ont travaillé d'arrache-pied pour qu'aujourd'hui, ces règlements soient débattus à l'Assemblée régionale de Rodrigues.

Je vois ici l'ensemble du personnel, quelques représentants du personnel des *Fisheries*, des Bois et Forêts, des ONGs travaillant pour la mer et sur la terre à Rodrigues. Je continue à plaider en tant que commissaire responsable du Développement des Ressources Humaines pour

que nous continuons à Rodrigues à travailler sérieusement pour que nous devenions encore plus un pays riche pour nos enfants pour l'avenir. Je plaide pour que le professionnalisme soit une manière de vivre chez nous à tous les niveaux, que ce soit au niveau de la mer, au niveau de la production, donc, sur la terre et que le travail pour chaque Rodriguais, peu importe ce que nous faisons. On ne travaille pas parce qu'on est obligé de travailler ; on travaille parce qu'on aime ce pays, on travaille parce qu'on est conscient de l'apport de notre travail. On travaille parce qu'on est conscient de l'importance de préserver notre pays pour l'avenir.

Madame la présidente, je suis particulièrement fière et privilégiée. Je me sens privilégiée de pouvoir depuis 2010, être partie prenante de toutes ces démarches avant-gardistes et malgré tous les challenges que cela pose pour que nous mettons Rodrigues davantage sur la carte du monde. Nous sommes très conscients qu'il nous reste encore beaucoup à faire. La route est longue mais nous faisons aujourd'hui fièrement notre part. Je l'ai dit aussi avant, personne ne sait de quoi est fait demain mais le plus important, c'est ce qu'on fait aujourd'hui de cette possibilité, de cette opportunité que nous avons. Donc, moi, je souhaite bon courage à tous ces hommes de la mer, ces hommes qui travaillent pour surveiller la mer. On a entendu de très bon mots sur le *squad* mis en place et moi, je souhaite que tout le monde, on puisse mettre nos efforts ensemble et continuer à pousser la cause de Rodrigues en avant, la cause de l'autonomie et surtout la cause de l'écologie aujourd'hui. Donc, vive l'Assemblée régionale sous la direction du Chef commissaire Serge Clair et *big up* au commissaire Payendee pour ces règlements pour nous continuer à appuyer dans cette démarche écologique.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Respected Members, after having gone through the records of the Assembly, the Chair is coming with a ruling on the point of order raised by the Commissioner for Fisheries and Others. For this purpose, I will quote the exact words of the respected Member Perrine. I quote:

« Et c'est lui qui va donner le permis quand il veut quand bon lui semble, si celle-là est de telle ou telle catégorie de personnes ou tel (*je ne veux pas dire parti politique, tout ça, ça fait partie*). » - *end quote*.

As you have heard, there is no contravention of the Standing Order referring to interference of political party. So, the point of order is not valid.

(Applause)

Madam Chairperson: The First Island Region Member.

Mr Von-Mally: Thank you, Madam Chairperson. At the very outset, I would like to put on record that at a time when we are discussing three serious regulations, unfortunately, the Chief commissioner, the Leader of the House is not here. I do not know whether, he is sending a message, I do not know. But if he is in bad health, *j'aurais aimé lui présenter mes vœux de plus prompt rétablissement. Donc, on ne sait pas ce qui s'est passé. J'aurais aimé mettre ça* on record.

Madam Chairperson, the three regulations stand from the need to protect three species, three aquatic species. But I am of the opinion that such a piecemeal approach is not good. We should have a more global approach.

Qu'est-ce qu'on n'a pas entendu depuis ce matin ? On fait des choses avec sérieux, on aime notre pays, on veut aller de l'avant, on parle du sérieux des officiers. Mais laissez-moi vous dire, Madame la présidente, d'après ce que j'ai compris, ces trois règlements ont été écrits, il semblerait à la va-vite sans avoir consulté les personnes concernées. Je vous donne un exemple. Nous sommes dans un même pays. *These regulations are above party politics. Have we been consulted in the opposition?* Est-ce que nous n'avons pas d'idées à donner ? C'est notre pays. A Maurice, c'est ce qu'on fait. *You should have ventilated these three regulations. Ventilate them so that any person in Rodrigues can give their ideas. This is what should have been done. Hopefully, in the future, you will do it. Because we are in the same country, in the same island. We should all be given a chance to give our ideas.* Madame la présidente, quand j'ai lu... Niveau trop bas, est-ce qu'il entend ce qu'il est en train de dire ?

Madam Chairperson: Order. Order, respected Members. Yes, please, proceed.

Mr Von-Mally: We are going to prove him wrong. Let us, if you allow us, to give a few of our ideas and you will see if *niveau bas*. Madame la présidente, il y a une tendance en lisant ces trois règlements, une tendance vers la répression. Quelques fois, c'est bon d'aller vers la répression mais qu'en est-il des alternatives ? Il faut proposer aux pêcheurs des alternatives. D'après ce qu'on a compris, il paraîtrait on dirait que ce sont les pêcheurs qui sont les seuls coupables s'il y a une diminution de crabe dans nos lagons, s'il y a une diminution de crevette et de homard. Mais laissez-moi vous dire, est-ce que, ce sont seulement les pêcheurs qui tuent les petits crabes dans le lagon ? A chaque fois qu'il y a des grosses pluies, il y a des milliers voire des millions de tonnes de terre qui vont dans le lagon qui tuent les coraux, qui tuent les petits poissons, qui tuent les crabes, les langoustes, les crevettes. Alors, c'est pourquoi je dis qu'on doit avoir une approche globale. On aurait dû aussi penser au reboisement, construction de terrasse. Tout ça doit aller de pair. Mais malheureusement, on n'a rien entendu

de ce côté-là dans le règlement là, rien. Et il faut aller vite parce qu'à chaque grosse pluie, ces tonnes de terre qui vont dans la mer tuent des millions de petits poissons et de crabes. Voilà, une idée.

Madame la présidente, il a parlé de répression, on va faire payer telle somme aux contrevenants etc., etc. Mais on n'a rien dit concernant les *closed seasons*. Dans les *closed seasons*, est-ce qu'il y aura du travail alternatif pour ces gens-là ? On n'a rien dit dans ces règlements. Ce serait bien à savoir quel travail alternatif il y aura. Après, après la fermeture de la pêche au crabe ou etc., etc., est-ce que les pêcheurs pourront pêcher n'importe quelle grosseur de crabe, de crevette et de langouste ? Là aussi, on ne dit rien. Pourquoi ne pas faire comme dans nombreux de pays comme aux Seychelles, en Australie ? Pourquoi ne pas donner à tous les pêcheurs qui ont des cartes, un ce qu'on appelle, un *caliper* pour mesurer la longueur des crabes, la carapace des crabes, si c'est plus petit, on relâche. Ça aussi forme partie de la protection mais les règlements, on ne dit rien là-dedans. C'est pourquoi je dis. Il y a des idées, vous n'avez pas pensé mais c'est bon, notez pour ajouter. On pourra faire des amendements ensuite.

Madame la présidente, ce sont des choses qu'on peut faire during *closed season*. On doit continuer. Pas faire une chose ponctuelle, après, on arrête. Il faut continuer, ne pas laisser les gens pêcher n'importe quelle grosseur, le poids tout ça. Comme aux Seychelles, il y a des officiers qui vont avec les pêcheurs. S'ils ont pêché disons une langouste qui est trop petite, on pèse, si c'est trop petit, on lâche. Mais à Rodrigues, est-ce qu'on a prévu tout ça ? On peut le faire.

Madame la présidente, je peux vous citer une anecdote, quelque chose qui s'est passé il y a une année de cela. J'étais dans une boutique à Port Mathurin. Il y a quelqu'un qui est venu me toucher. Il me dit : «*Missier, mo enan in pé crabe la, ou pou aster?*» J'ai dit combien – «*Rs 200*». J'ai dit *okay*, je prends les crabes. En arrivant à la maison, quand j'ouvre le sac, je vois des petits crabes. Il y a à peu près une cinquantaine de petits crabes vivants et je les ai pris pour relâcher à Caverne Provert dans la mer. Non, non, heureusement que j'ai acheté. Sinon, quelqu'un d'autre aurait fait un bouillon avec.

Madam Chairperson: Respected Member, please, address the Chair.

Mr Von-Mally: Heureusement que c'est moi qui l'ai acheté. J'ai relâché dans la mer. Mais c'est pourquoi je dis qu'il faut qu'il y ait une mesure, un certain poids, ne pas pêcher n'importe quelle grosseur. Après, s'il y a des crabes, des homards, des crevettes avec des œufs,

est-ce que s'est prédit ? On doit relâcher tout ça. On doit relâcher, oui. Mais si on est en train de mettre un règlement comme ça, il faut ajouter tout ça. Il faut ajouter.

Fishing methods, est-ce qu'on a mis ? Les *fishing methods*, est-ce que les gens vont continuer à plonger, à attraper les homards etc. ? Quels *fishing methods* il y a ? Combien de permis on va donner ? On n'a pas dit. Est-ce qu'on va donner tous les permis ? S'il y a 2,000 personnes qui demandent des permis, on donne ? Rien n'a été dit dans ces projets de loi. C'est pourquoi je dis, ça a été fait à la va-vite.

Madame la présidente, laissez-moi comme le commissaire a dit, qu'on n'a pas de proposition etc., j'aurais aimé proposer quelques points peut-être qu'ils pourront *take these on board*. J'ai été dans plusieurs pays qui ont les mêmes problèmes que Rodrigues et ces pays-là, ils ont pris les taureaux par les cornes pour résoudre leurs problèmes de surpêche. Et une des solutions, si ce n'est que la solution idéale, c'est l'aquaculture. Et l'aquaculture, vous savez, comme il y a... on parle de l'île écologique, on parle beaucoup d'île écologique, on peut faire de l'aquaculture de façon écologique. Tout comme on pratique l'agriculture de façon écologique, l'aquaculture aussi, il faut le faire de façon responsable. Comme on fait une pêche responsable, il faut qu'il y ait de l'aquaculture responsable. Il y a des pays qui élèvent des crabes. Allez en Malaisie, vous allez voir. Les crabes, si vous les laissez dans la nature, vous savez, Madame la présidente, combien de crabes lorsqu'ils sont en train de muer, *ecdysis*, *sanze la coque*, les crabes s'entredévorent ? Ils sont cannibales. Mais en Malaisie, ils ont trouvé une solution. Ils élèvent des crabes dans des petites espaces, plus petit que ça, dans des boîtes avec un système de goutte à goutte. J'ai été voir. Dans des îlots de manglier, il y a des villages dans ces îlots de manglier. Ils font l'élevage de crabe. Il faut aller voir, ne pas rester à Rodrigues. Il faut aller dans ces pays-là et ça rapporte beaucoup. Si vous faites ça, il y aura moins de personnes qui iront frauder et un crabe par boîte, le crabe est tranquille et le crabe grossit vite. Quand j'étais ministre de la Pêche, on a commencé ce projet-là à Albion. Je ne sais pas ce qu'il est advenu. A Rodrigues, je pense qu'on peut aller de l'avant. Et pour l'aquaculture, il n'y a pas que le crabe, il y a le poisson qu'on peut élever de façon responsable. Devant Port Mathurin, les cages de poissons jusqu'à Pointe Coton, on peut mettre plus de 200. Et pas écologique, si c'est dans un circuit fermé, ce n'est pas écologique. Il faut le faire de façon responsable. *Mais l'agriculture aussi pas écologique alors ?*

S'il faut le faire de façon responsable, non pas remplir la mer avec ça mais il faut mettre juste la quantité qu'il faut et ça, *I put it on records*, ce sera à l'avenir, un des plus solides piliers de l'économie de Rodrigues. Que l'on veuille ou non, l'aquaculture va devenir le pilier le plus

solide de l'économie rodriguaise parce que nous avons plus de mer que de terre. Des milliards de roupies, ça peut rapporter aux gens. Voilà l'alternatif ! Quelqu'un qui va élever ces poissons tous les jours, est-ce que vous croyez qu'il ira frauder ? Je vous donne un exemple. Dans un espace comme ce parlement, on peut mettre des millions de petits alevins, des alevins qui d'ordinaire, vont mourir quand... les officiers *fisheries* le savent. Quand les poissons pondent, après l'éclosion, il y a plus de 95% de ces poissons qui vont mourir au large. On a capté un peu parce qu'ils vont mourir au large, ça. Il y a deux à 5% qui restent dans le lagon, qu'on laisse grossir pour pêcher. On n'a qu'à capter, faire grossir et élever dans les cages à poisson. Et à Maurice, on produit de la nourriture pour poisson qu'on vend aux pays comme la Malaisie et après, la Malaisie revendent ces poissons-là à nous. La plupart des poissons que vous achetez dans les boutiques, ce sont des poissons de l'aquaculture. Ici, d'aquaculture. La plupart, plus de 50% des poissons que vous achetez dans les boîtes ou dans les commerces, ce sont des poissons de l'aquaculture. J'en sais quelque chose. Donc, vous voyez, si vous avez 200 cages à poissons flottant entre Port Mathurin et Pointe Coton... Une cage a besoin de 50,000 poissons, l'autre 30,000, 100,000, après six mois, vous faites une récolte, vous avez à peu près 10 tonnes de poissons, 20 tonnes de poissons. Ça va aider les pêcheurs. Et le reste de poisson qu'il y a dans le bassin, qu'est-ce qu'on fait ? On le relâche dans le lagon. C'est ce que je faisais quand j'étais ministre de la Pêche. On appelle ça *marine ranching*. Et le lagon de Rodrigues serait rempli de poissons. On pourrait même faire payer aux étrangers une patente, un petit permis pour aller pêcher quelques kilos de poissons dans le lagon. C'est ça, île écologique et il y aurait moins de personnes pour marcher sur les coraux. On parle d'île écologique mais il y a des centaines et des centaines de personnes qui marchent sur les coraux tous les jours ? Ils ne sont pas à blâmer, ces gens-là. Ils sont pauvres. Ils doivent trouver quelque chose à manger mais il faut leur offrir un alternatif. Il faut leur offrir d'autres moyens pour gagner leur vie. Il y a d'autres petites aquacultures qu'on peut proposer comme alternatif, l'élevage d'huitre. Regarder en l'Australie, Port Lincoln, Adélaïde, ils font ça en France, l'élevage d'huitre. L'élevage de bambara à Madagascar, en Chine mais à Rodrigues, rien jusqu'à maintenant. Bambara, on a parlé de *depletion of the lagoon*, on a pêché le bambara.

Et je suis fier de dire que c'était quand j'étais ministre que j'ai fait interdire la pêche au bambara. Et après trois ans, on devait redonner les permis. J'ai dit non, on doit garder ça fermé si on veut avoir des bambaras, qu'on aille vers l'aquaculture. Et comme le commissaire de la Pêche a parlé ce matin, 25,000 petites langoustes chaque ponte, un bambara à chaque reproduction, un bambara produit à peu près 850,000 petits bambaras. Mais il faut avoir les

gens qui savent les faire reproduire. Il n'y a pas beaucoup dans le monde, ça. C'est ce qu'il faut aller voir pour emmener à Rodrigues. Mais est-ce qu'on a fait ces efforts-là ? On ne peut pas rester dans notre bulle et penser qu'on a des solutions à tout et qu'on est un exemple pour le monde. Non. On a beaucoup à apprendre des autres pays.

Si on va aux îles Fidji, là-bas, ils élèvent les coraux, des poissons *ornemental* Les coraux, ils plantent, ils vendent un peu partout dans le monde. Il y a des coraux endémiques à Rodrigues, aussi, il y a ça. Mais pourquoi ne pas apprendre de ces pays-là ? L'île Fidji, l'économie des îles Fidji dépendent beaucoup de cela. Allez voir. Vous êtes au pouvoir, vous pouvez aller voir. Mais non, qu'est-ce qu'on a fait ? Il y a d'autres. Il y a les plantations d'algues qu'on peut faire, l'élevage de *kono* comme en Australie, l'élevage d'ourite. Il y a la commissaire Franchette qui a parlé d'élevage d'ourite. En Australie, on le fait. J'ai rencontré des gens qui font ça. Et le problème avec l'ourite, ce n'est pas les mettre n'importe où. Les ourites, si vous les mettez dans une boîte avec un petit trou comme ça, ils arrivent à traverser et aller. Ce sont les rois de l'évasion et les Australiens, ils ont compris comment faire pour les empêcher de s'échapper. Donc, ici, on ne sait pas mais il faut aller apprendre. Vous voyez, avec des règlements comme ça, comment on peut faire les choses globalement, avoir une approche globale et pousser Rodrigues beaucoup plus loin.

Madame la présidente, après avoir parlé de l'aquaculture, comment ne pas retourner un petit peu en arrière, penser comment Rodrigues était à l'époque quand François Lèguât était à Rodrigues ? Combien d'entre nous le sait ? Quand François Leguat est arrivé à Rodrigues, il y avait des herbiers marins. Il y avait des troupeaux de dugongs, ce qu'on appelle, vache marine, qui pêchaient dans le lagon. Les dugongs, ça paraît étrange, *farfetched* mais il y avait tout ça ici, des herbiers. Mais qu'est-ce qui s'est passé ? Maintenant, le lagon est en train d'être détruite. C'est pourquoi il faut prendre toutes ces mesures dont je suis en train de parler. On a donné, Madame la présidente, d'autres idées pour Rodrigues. A Maurice, il y a le centre d'Albion. On avait proposé à ce qu'il y ait un centre de recherche comme celui d'Albion à Rodrigues. Les démarches étaient déjà enclenchées. Le gouvernement japonais était d'accord pour aider mais pourquoi on n'a pas continué ? J'ai commencé les démarches mais on n'a pas continué.

Une université tournée vers la mer à Montagne Malgache, on avait proposé cela. Et Rodrigues, c'est le lieu idéal dans l'Océan indien pour cela. On aurait eu des chercheurs qui seraient venus pour faire des recherches. C'est le lieu idéal pour une université tournée vers la mer mais il n'est pas trop tard pour aller dans ce sens-là. Il ne faut pas penser petit. A Rodrigues,

on pense trop petit. On pense que notre île est petite. On n'a pas le droit d'avoir des grandes idées, non. Il faut aller voir les gens qu'il faut, apporter les chercheurs qu'il faut ici. Dans le monde, il y en a beaucoup. Il y a beaucoup de personnes à la retraite, par exemple, remplies de connaissances qui voudraient venir ici.

Dans le budget, j'ai vu que le ministre des Finances, il a proposé des *packages* pour que les personnes à la retraite qui ont de bonnes idées viennent à Maurice et viennent aider son pays. Mais à Rodrigues, c'est ce qu'il faut faire aussi. On ne doit pas rester à l'écart. Madame la présidente, vous savez, l'enfer est pavé de bonnes intentions. On peut avoir de bonnes intentions mais si les bonnes intentions sont mal planifiées, on court à la catastrophe. C'est pourquoi j'ai voulu intervenir pour apporter ma contribution à ces trois règlements pour qu'on puisse redresser la barre parce que Rodrigues, c'est notre pays. Si on peut la faire développer de la meilleure façon possible, ce sera tant mieux pour tout le monde, que ce soit le gouvernement et l'opposition. Je vous remercie, Madame.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. The Commissioner for Social Security and Others.

The Commissioner for Social Security and Others (Mr L. D. Baptiste): Madame la présidente, merci de me donner l'occasion de participer à ce débat qui permet de positionner davantage Rodrigues sur la carte du monde comme une île qui porte à cœur le futur de la planète. À travers ces trois règlements, le *Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021*, le *Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021* et le *Rodrigues Regional Assembly (Restriction of Fishing of Lobster) Regulations 2021*, le gouvernement régional, nous ici, de ce côté de la Chambre, nous affichons clairement nos ambitions de devenir parmi les leaders du monde à œuvrer pour atteindre l'objectif du développement durable. Ces règlements que nous débattons aujourd'hui, sont en lien étroit avec l'objectif 14 de l'ODD, c'est-à-dire, conserver et exploiter de manière durable, les océans, les mers et les ressources marines au fin du développement durable.

Madame la présidente, dans un rapport publié le 10 décembre 2020 sur les pêcheries, l'Organisation de coopération et des développements économiques, l'OCDE appelle les états membres à agir d'urgence pour freiner la surpêche et reformer le soutien aux secteurs halieutiques. Madame la présidente, ce rapport alertait sur le fait que la communauté internationale allait manquer le 14^{ème} objectif du développement durable. Mais nous, à

Rodrigues, contrairement à ce que pense le membre Von-Mally, nous pensons très large et à Rodrigues, même si nous sommes une petite île parmi le continent, parmi tous ces pays du monde, nous engageons à travers ce que nous avons mis de l'avant en 2017 à travers les 26 engagements, nous poursuivons concrètement notre vision de faire Rodrigues, une île durable. Et pour appel, ces engagements, ces 26 engagements que nous avons présentés dans notre manifeste électoral datant du 12 février 2017 intitulé «Continuons à bâtir Rodrigues, l'île Rodrigues de nos rêves». Donc, tout ça sont basés sur les objectifs du développement durable. C'est pourquoi quand le membre Von-Mally parle de protection de l'environnement en général pour protéger le lagon, nous sommes d'accord avec ça mais ici, là, nous parlons spécifiquement de ces trois produits que nous voulons règlementer à travers les budgets que nous avons présentés, à travers les engagements, les 16 engagements du discours quinquennaux présentés ici dans cette auguste Assemblée par le Chef commissaire le vendredi 3 mars 2017, à travers ce que nous faisons à tous les niveaux, tous ces aspects sont pris en compte.

Donc, je sais qu'au niveau de l'environnement, il y a beaucoup de programmes de reboisements, de terrassements. Donc, même si nous ne parlons pas spécifiquement de ça maintenant, mais les gens voient qu'il y a quand même une grande révolution par rapport à la protection de l'environnement, par rapport à l'engagement que nous avons pris ici pour justement protéger notre environnement. Et évidemment, le commissaire Payendee est le champion parce qu'il est le leader dans toutes ces démarches.

(Applause)

Mr Baptiste: Aujourd'hui, donc nous voulons à travers ces règlements témoigner concrètement notre détermination pour honorer nos engagements envers Rodrigues et envers la planète. Bien sûre, comme je vous ai bien dit, en faveur du développement durable et, ces engagements visent à concilier la protection de l'environnement, le développement humain et le développement économique. Aujourd'hui, je me sens quand même plus ému et c'est quand même assez historique par rapport au règlement concernant la langouste car ce crustacé constituait une importante source de revenue pour notre fratrie de 15 enfants et ce sont ces langoustes-là qui m'a permis de devenir, en grande parti, ce que je suis aujourd'hui. Donc, c'est pourquoi ça a beaucoup d'importance pour moi, particulièrement aujourd'hui, Madame la présidente.

Durant mon enfance, je me rendais de temps en temps à la mer avec mon père dans la région de Trou D'Argent, St. François où il pratiquait la pêche au casier. Et, à cette époque-là on revenait régulièrement avec des langoustes qu'on appelait fièrement 'roumar' ou parfois

'homard' et assez souvent on capturait des langoustes tellement en abondance que mon père utilisait une bonne partie, les crassaient pour attirer les poissons. Donc, on utilisait comme appât à cette époque-là. Donc, pour vous dire comment c'était en abondance. Et, ces casiers qu'il fabriquait lui-même avec du bambou, en respectant soigneusement la taille minimale du grillage et il relâchait également les langoustes portant des œufs. C'est pour dire qu'à cette époque-là mon père, là je parle les années 90, 80, *late 80s*, mon père savait déjà qu'il y avait des lois, des lois qui existait par rapport au size, par rapport au grillage, par rapport au langouste portant des œufs. C'est pourquoi, ça m'étonne beaucoup d'entendre un membre de l'autre côté de la Chambre ou peut-être même deux, parlait de ce règlement comme un petit document qui n'a pas pris en compte tout ça. Donc, Madame la présidente, tout ça existe déjà *in the main laws and subsequent Regulations made by the Minister*. Le règlement que nous avons ici c'est pour *closed season* – fermeture périodique. Et ça, apporte quand même quelque chose supplémentaire par rapport à ce qui existe ici et c'est ça l'autonomie, Madame la présidente.

(Applause)

Et, ça quand même, c'est étonnant car j'ai entendu un membre parlé de *under which law*. Quelqu'un qui est sensé défendre l'autonomie ne sait même pas son Rodrigues Regional Assembly Act. Pourtant chaque membre a eu ça au début de ce présent mandat, ici à l'Assemblée régionale. Laissez-moi, rappeler au membre. Donc, *Section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act*:

- (1) *"In the exercise of its powers conferred by Chapter VIA of the Constitution and for the purpose of discharging its functions under this Act, the Regional Assembly may pass measures which shall be known as Rodrigues Regional Assembly Regulations in relation to the matters for which it is responsible under section 26."*

Donc, d'ailleurs sur le *Order Paper*, donc section 26 est bien mentionné-là. Comment poser une telle question, Madame la présidente. C'est aberrant, Madame la présidente. Donc, et puis :

- (2) *"Regional Assembly Regulations shall have effect in Rodrigues only and shall operate in addition to and not in derogation of any law of the Republic of Mauritius."*

C'est choquant surtout d'entendre un ministre de la Pêche parler de la sorte. Lui-même, qui était censé nous donner beaucoup plus de leçon par rapport au *main law*. Donc, le Fisheries and Marines Resources Act 2007. Donc, tout ça existe. Par exemple, *Section 16 of the Fisheries*

and Marines Resources Act 2007 – on parle clairement de protection of fish subject to sub-section 2 – ‘no person shall fish or cause any person to fish any undersized fish, any crab or lobster in the very state etc., etc.’ Ça existe, Madame la présidente. *We talk about landing, possession, we talk about minimum size.* Donc, tout ça existe. C’est pourquoi, nous ne pouvons pas venir avec quelque chose juste pour vous faire plaisir alors qu’il n’y a pas de nécessité. *We should see the content rather than size of the document,* Madame la présidente.

Et, pour revenir au langouste, personnellement moi j’ai eu cette chance de déguster très souvent ce crustacé, que ce soit en salade ou en bouillon avec de la patate douce à la maison. Ça c’est une fierté pour moi. Je me rencontre que mes deux enfants n’ont jamais eu l’occasion de goûter parce que maintenant c’est hors de porter des familles Rodriguaise. Mais à un certain moment justement, la langouste est devenue un produit très prisé et avec l’arrivée des touristes à Rodrigues cela à commencer à raffoler le marché. Et, ayant une forte valeur économique et devenant un produit de luxe, on mangeait même chez nous à l’époque de moins en moins ce fruit de mer et on favorisait plutôt la vente de ces produits au établissement touristique. Je me souviens de temps en temps on marchait avec des paniers d’homards sur la tête de Trois Soleils à Port Mathurin pour aller au Lagon Bleu, pour aller vendre ça à Les Filaos ou à Mont Venus. Et, à cette époque-là, c’était à environ Rs 35 le demi kilo. Et, je me souviens le dernier prix qu’on avait vendu ça, c’était Rs 150. Et aujourd’hui, ça se vend jusqu’à Rs 750 le demi kilo, Madame la présidente. Si, je sais, *I know what I am saying.* Rs 750, oui.

(Interruptions)

Avec l’accroissement du touriste justement et la hausse de demande...

Madam Chairperson: Minority Leader some patience, please. You will soon have the floor. Yes, please proceed, Commissioner.

Mr Baptiste: Donc, avec la hausse de demande depuis ces deux dernières décennies, la langouste, comme je vous ai dit, est devenu un produit de luxe. Et, c’est ça aussi qui a créé maintenant beaucoup plus de pression et ça a quand même causé ce *rush* qu’on connaît maintenant. Et, il y a eu la surpêche et aussi, malheureusement, l’utilisation des méthodes de pêche frauduleuses. Nous savons tous, peut-être que les membres de la minorité sont coupés de la réalité, il n’y a personne, il n’y a pas de (là je parle pour la langouste ou même le crabe) pêcheur professionnel spécialiser que pour la pêche de la langouste, ça n’existe pas. Donc, c’est toujours un bonus quand il arrive à capturer ce produit-là. Mais personne ne vit que de la langouste, Madame la présidente.

Donc, quand on parle des consultations. Quel type de consultation ? Moi, j'ai eu l'occasion de discuter avec bon nombre de pêcheurs de la région de St. François, de Gravières et ils ont fait tous les mêmes constats, c'est-à-dire, qu'ils notent une diminution de la production, des rendements et l'abaissement des tailles. Donc, comment pouvons-nous parler de l'exportation de *touye ban ti dimune*, alors que ces produits-là n'existent pratiquement plus en mer, Madame la présidente. C'est pourquoi, nous sommes venus de l'avant avec ces règlements. Nous devons mettre en place un système après l'ouverture, tout comme on la fait avec utiliser l'expérience que nous avons par rapport avec la fermeture de la pêche à l'ourite et par la suite quand il y a l'ouverture, pour avoir des données précises, des données systématiques et, c'est à ce moment-là qu'on va pouvoir vraiment mieux projeter l'avenir et décider d'autre politique. Mais aujourd'hui, nous sommes surtout là. *The main cause of coming with this Regulation* c'est la conservation, la préservation pour permettre aussi à la génération à venir de profiter de ce produit-là.

J'ai eu également l'occasion de parler aux entrepreneurs Robert et Solange dans leur entreprise surtout à St. François et cette entreprise a créé sa notoriété grâce au langouste. Malheureusement, ils ont fait les mêmes constats. Des constats, quand même assez pessimiste par rapport à la situation actuelle. Donc, ils sont tous unanimes qu'il fallait prendre des mesures audacieuses, qu'il fallait agir maintenant et c'est pourquoi nous, ici de ce côté de la Chambre, nous sommes venus et nous soutenons tous ce règlement, qui est très important pour l'avenir du pays. Donc, il n'est jamais trop tard.

J'ai entendu pas mal de discours, on devrait faire ça, il fallait faire ça. Mais qu'on-t-il fait quand il était au pouvoir à cette époque-là ? Pourquoi aujourd'hui, allait consulter X membre de l'opposition alors qu'à l'époque ils avaient l'occasion et l'opportunité de travailler sur tous ces projets-là mais ils n'étaient pas avant-gardistes. Ils n'ont pas vu venir tout ça. Donc, c'est pourquoi, je ne crois pas qu'ils auraient apporté vraiment des contributions spécifiques par rapport à ce que nous proposons aujourd'hui, Madame la présidente.

En tant que gouvernement responsable, nous avons la responsabilité d'agir vite. Nous avons la responsabilité d'agir vite afin de sauvegarder cette ressource qui est aussi un patrimoine pour notre lagon. Ces réglementations sont plus que jamais nécessaires pour protéger les crabes, les langoustes et crevettes qui sont en danger afin qu'ils ne disparaissent pas. Il ne faut donc pas considérer uniquement sous l'angle répressif, comme certains essaient de faire croire mais plutôt comme un outil, comme des outils pour que nos enfants et les générations futures puissent aussi profiter de ces richesses. On a entendu certains discours irresponsables. Et, le

membre a eu raison peut-être de quitter parce qu'il sait très bien qu'il a dit beaucoup de chose mais sans rien dire pour autant. Donc, un discours irresponsable et justement les grands discours aujourd'hui n'impressionnent plus personne. Les gens sont impressionnés par les actions et nous sommes ici un gouvernement d'action.

(Applause)

Nous prenons des décisions nécessaires et c'est pour cette raison...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

(Interruptions)

Madam Chairperson: Respected Members, from both sides of the House, this personal conversation cannot go on like this. Please, proceed Commissioner.

Mr Baptiste: Merci, Madame la présidente. Donc, les gens justement, ils savent que les membres de l'opposition disent beaucoup de chose – ils ont dit beaucoup de chose dans le passé mais dans la pratique, on n'a pas vu grand-chose venir quand il était là. C'est pour cette raison justement que depuis 2012, nous avons remporté quatre élections régionale et nationale, Madame la présidente.

(Applause)

Et, nous sommes prêts et l'autre va venir, vous allez voir.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order! Commissioner for Youth and Others, Respected Member, Volbert you are reminded that you are in a sitting position, please. And, the Chair should be allowed to hear the intervention of the Commissioner without any interruption. Yes, please proceed.

Mr Baptiste: Nous sommes justement confiant de ce côté de la Chambre, Madame la présidente, parce que nous travaillons en équipe. Nous concertons avant de passer des règlements ou venir de l'avant avec des mesures. Nous sommes un groupe soudé et nous avons eu justement, le soutien total du Chef commissaire. Parce qu'avant de venir ici, il doit, à travers le Conseil exécutif approuver que ce règlement soit présenté ici. Donc, sans l'aval du Chef commissaire, on n'aurait pas été là, Madame la présidente. Donc, juste pour vous dire qu'il y a beaucoup de démagogie mais heureusement, que ça ne tue pas. Et, de l'autre côté, il y a une

opposition fragmenter, donc c'est mieux de mettre un peu plus de l'ordre dans votre cuisine, Madame la présidente.

Et, ici nous allons continuer, nous allons poursuivre nos actions parce que nous ne sommes pas isolées. Il y a des choses au niveau des autres pays aussi qu'on doit copier quand il y a des bonnes choses qui se passent. Et, plusieurs îles du monde ont déjà pris des initiatives audacieuses pour règlementer la pêche des crustacés et autres fruits de mer menacer. Donc, par exemple, en Nouvelle Calédonie, du 1 décembre au 31 janvier, il est interdit de pêcher certain type de crabe pour justement permettre la préservation et le renouvellement du stock. Donc, quand il a le renouvellement du stock, quelque part c'est comme-ci on met de l'argent dans la banque. Ce sont ces mêmes pêcheurs des crustacés qui vont bénéficier de ces produits-là. C'est juste prolonger un petit peu et permettre le renouvellement du stock, donc je ne vois pas comment on parle de rendre des gens plus pauvre parce qu'au contraire, c'est pour les bien-être de ces mêmes pêcheurs, Madame la présidente.

En Guadeloupe, il est interdit de tirer sur une langouste. Et, la chasse de nuit avec une souche lumineuse est aussi interdite. Ça ici également et vous connaissez très bien. Donc, *we cannot come with something which exist already*. C'est pourquoi je vous ai dit, même s'il y a deux pages mais c'est très, très important et c'est très fort ce que nous présentons aujourd'hui dans cette auguste Assemblée. Il y a toujours en Guadeloupe des réglementations par rapport à la taille, à la pêche de la langouste et la période de fermeture. Mais il y a une chose très intéressante que je dois souligner, Madame la présidente, l'année dernière en 2020, toujours en Guadeloupe, parce que j'aime beaucoup cette île-là, d'ailleurs on a promis d'aller là-bas un jour avec mon collègue Richard Payendee et Simon Pierre Roussety (*dan nou poche selmen*). L'année dernière en 2020, toujours en Guadeloupe, le préfet a approuvé la proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des îles de Guadeloupe (écouter ça bien) de ne pas ouvrir la saison du lambi prévu initialement du 1 octobre 2020 au 31 janvier 2021. Donc, le lambi c'est un genre de mollusque très apprécié aux Antilles. C'est une star de la gastronomie Antillaise mais justement parce que c'est en voie de disparition parce que le stock diminue de plus en plus, ils ont décidé justement de ne pas ouvrir la saison. Et, aucune pêche de lambi ne sera autorisée pour la saison 2020-2021 et cette mesure pourrait être prolongé sur trois ans après évaluation de la ressource par ce même comité. Et, ce qui est plus intéressant, Madame la présidente, donc c'est que l'interdiction de la pêche a été décidé à la demande des pêcheurs eux-mêmes pour préserver la ressource en voie de disparition. Et, Charly Vincent le président du comité des pêches a déclaré ceci, je cite (très, très intéressant) : « *Nous*

ne voulons pas être responsable de l'extinction d'une espèce et préférons-nous imposons ça à nous-même plutôt que ça soit l'état qui le fasse. » C'est-à-dire, il y a une prise de conscience de la part des pêcheurs. Malheureusement, ici malgré l'éducation agressive des ONG, Shoals Rodrigues, etc., mais il y a toujours certaine personne qui vont derrière pour avoir un petit peu de *political gains*, ils vont essayer de détruire les bonnes choses justes pour gagner les élections. Mais ne vous en faites pas, vous aurez la leçon. Donc, si...

Madam Chairperson: Order!

Mr Baptiste: Si on arrive à faire réfléchir nos pêcheurs pour qu'ils demandent eux-mêmes la fermeture de tel type ou tel type de pêche, nous n'aurons plus besoin de venir avec des règlements. Donc, c'est ça notre vision à long terme, c'est de faire, de créer cette culture environnementale, de créer cette culture écoresponsable de la part de toute un chacun et plus spécialement, ceux qui sont directement concernés par le sujet. Donc, Madame la présidente, si parfois certains pêcheurs de Rodrigues ne sont pas avant-gardistes et que l'opposition ne fait que caresser dans le sens du poil au moins, nous l'histoire retiendra que de ce côté de la Chambre, nous avons agi, nous avons pris la décision qu'il fallait au moment voulu. N'oubliez pas qu'autrefois on accusait les hollandais ou les portugais d'avoir exploiter nos tortues, nos solitaires, donc tout ça a disparu aujourd'hui. *Solitaire lamem ine disparet! Dernier ti resté la osi ine disparet!* Nous ne voulons pas que nos enfants nous reprochent d'avoir resté indifférents et d'être responsable de l'extinction de nos crustacées, Madame la présidente. Donc, c'est pourquoi, comme pour le règlement de la fermeture de la pêche à l'ourite, les décisions prisent pour le bannissement du sac en plastique, les *take-aways*, etc., nous venons de l'avant, *without fear or favour* avec ces trois règlements pour permettre de préserver cette île Rodrigues pour que nos enfants puissent aussi jouir de ce que Dieu à créer. Donc, je soutiens à fond mon collègue commissaire Richard Payendee pour son audace et je remercie le Chef commissaire pour sa vision de Rodrigues dans 10 ans, 15 ans, 25 ans, 50 ans et tous les membres de la majorité, qui comme moi épouse cette philosophie pour une île Rodrigues durable. Nous prenons des décisions courageuses pour nos générations futures et j'espère que tout le monde apportera sa collaboration et que ces règlements seront respectés.

Donc, pour terminer, peut-être pour répondre au membre Von-Mally, il parlait des grands projets, c'est vrai, il parlait toujours d'un million *pié coco*, il parlait des grandes choses mais on n'a rien vu de grand. Il parlait de l'aquaculture. C'est pourquoi, je vais terminer sur cette citation, je cite : « *Un grand nombre de petite victoire vaut mieux qu'un grand échec.* », Madame la présidente. Merci.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Minority Leader, next.

The Minority Leader (Mr F. A. Grandcourt): Alors, je ne peux m'empêcher de répondre au commissaire de la Sécurité Sociale lorsqu'il parle d'échec. Madame la présidente, il y a un exemple dans la région où il a été élu, région 6, où il y a l'échec de l'OPR.

(Applause)

Je dirais le dépotoir de Roche Bon Dieu. Que lui étant un membre du Conseil exécutif de Rodrigues, il n'a pas pu défendre. Et, il ose, Madame la présidente, venir ici parlait de culture environnementale. Je lui dirais de, comme on dit en Créole, *pa get la paille dan lizié ou camwad, get céki dan ou lizié*, Madame la présidente. Je préfère commencer par là.

Madame la présidente, faire un règlement - pour un commissaire, moi aussi j'étais commissaire, c'est la chose la plus facile à faire. On appelle le... j'en ai fait (va voir, vous êtes supposé savoir).

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mr Grandcourt: On appelle le Legal Advisor, on lui dit il faut faire le règlement, tel ou tel règlement sur tel et tel affaire. Ici, concernant ces trois crustacée. Madame la présidente, je ne si pas si vous avez écoté ce matin le commissaire parlait ? Il n'a pas été convaincant du tout. Comme-ci... oui, oui, ils sont toujours sur la défensif. Ils veulent être là – nous on agit et puis ils réagissent, Madame la présidente. Et, comme-ci le commissaire ce matin, il faisait un *essay competition*. Quelqu'un a écrit pour lui et puis il dit ça, ça, ça, il y a tel ou tel affaire dans les langoustes, dans les crabes, tels minéraux, tels vitamines, etc., etc. Madame la présidente, mais ça tout le monde le sait. Mais pourquoi on en mange ? Depuis à l'époque pourquoi est-ce que les Rodriguais mangent du crabe, des crevettes et de la langouste ? Mais pourquoi ? C'est parce que ça fait partie de notre culture et de notre habitude alimentaire, Madame la présidente.

(Applause)

Et puis, il y a une chose que je dois défendre. C'est que, ils ont dit – la pêche, l'exploitation du *barbara*. Ça a été commencé en 2004, si je ne me trompe pas, Madame la présidente. En 2004, depuis le premier gouvernement OPR à l'Assemblée régionale de Rodrigues que faisait partie le commissaire, le Deputy Chief Commissioner actuel, commissaire Lisette, Madame la présidente.

(Applause)

Depuis 2004, si je ne me trompe pas. Et puis, venir dire des choses ici. Alors, il y a beaucoup de chose qui ont été dit mais je vais passer sur quelques points.

Madame la présidente, que disent les pêcheurs ? Que disent les pêcheurs ? Les pêcheurs ne sont au courant de rien.

(Applause)

On parle qu'il n'y a pas eu de consultation. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de consultation avec les pêcheurs. Combien de pêcheurs qui pêchent, qui gagnent leurs vies en pêchant du crabe. Il y a quelqu'un que je connais, ce gars-là, il habite presque Baie Malgache, il à peu près une soixantaine de casiers repartis entre Pointe la Gueule jusqu'à Montagne Crier. Vous allez me dire que cette personne-là ne gagne pas sa vie en pêchant le crabe, Madame la présidente ? Est-ce que vous êtes au courant de ça ? Il y a quelqu'un qui est à Montagne Crier, qui habite là-bas, à Délo Vert, ce gars-là, il gagne sa vie en pêchant du crabe, Madame la présidente. Comment il y a aussi notre ami Vélofen, même s'il a la carte dehors. Mais si jamais il pêche le crabe, et en plus il a la carte dehors, ce n'est pas notre responsabilité, c'est votre responsabilité. C'est vous qui êtes commissaire.

(Applause)

Et, où est-ce qu'il est écrit que si Vélofen a une carte de pêcheur dehors, il ne peut pas pêcher le crabe ? Alors ! Il a le droit, Madame la présidente. Pourquoi faire comme-ci, là c'est l'opposition qui est responsable lorsqu'il y a quelque chose qui est mal géré dans ce gouvernement, Madame la présidente. Alors, que disent les pêcheurs ? Ils disent que ces règlements-là, ça ne tient pas la route. Pourquoi, Madame la présidente ? J'essaye d'expliquer. Lorsqu'il n'y a pas de crabe. Mais il n'y a pas de crabe. En hiver mais les crabes partent. Ils vont dans le fond. Lorsqu'il y a beaucoup de vent, on ne voit les crabes. Parce que si l'eau est sale, comment est-ce qu'on va pouvoir voir les crabes ? Crevettes, pareil. Les crevettes – il y a beaucoup de gens qui me disent – il y a des crevettes qui meurent de vieillesse. Alors, il y a tout ça. La langouste, est-ce que vous croyez, si jamais quelqu'un vie de la pêche, dont je connais pas mal de gens qui vivent de ça, est-ce que vous croyez que ce quelqu'un-là peut décider - aujourd'hui je vais pêcher, demain je ne vais pas. Comme si faire un calendrier. Non ! Parce que là-bas il faut aller sur les récifs. Dès fois, le marais est haut, Madame la présidente. Dès fois, il y a ras de marais, dès fois il y a cyclone. Combien de fois une personne peut aller pêcher la langouste par mois ? On peut compter sur les doigts d'une main. C'est ça le truc. Est-

ce que vous avez pris ça en considération ? Et, quelqu'un là dit ici, dans une approche un peu plus globale. Il fallait penser un peu plus dans cette direction. Allez voir ces gens, discutez avec eux. Moi, je pense, sincèrement que... le commissaire, lui a voulu comme-ci que son nom... Il dit combien de *Regulations* (après là parce qu'il va partir) tu as fait toi ? Moi, j'ai fait trois.

(Applause)

L'autre dire – j'ai fait quatre. Comme-ci il y a une compétition des règlements, Madame la présidente. Mais le fond, qu'est-ce que ça va changer ? Vous savez le risque qu'il y a, Madame la présidente, le risque qu'il y a comme la fermeture de la pêche à l'ourite, qu'est-ce qu'on voit après trois jours ? Après trois jours, on voit qu'il n'y a plus d'ourite. Il n'y a plus d'ourite.

Madam Chairperson: Order!

Mr Grandcourt: Et, après trois, quatre jours, combien d'ourite... quels sont les ourites qu'on pêche ? Des ourites comme ça là ! *Ti ourite, ban ti ourite.*

Le risque que ça peut comporter, c'est que ça attire l'attention sur la ressource. C'est-à-dire, que lorsqu'on va fermer et on va rouvrir, les gens vont comprendre qu'il y a plein de langouste à Rodrigues, il y a plein de crabe et aussi, il y a plein de crevette. Et, qu'est-ce qui va se passer ? Il y aura une ruée vers ces ressources-là. Et, c'est ça le danger. Et, c'est ça le danger, Madame la présidente, pareil comme l'ourite.

L'ourite, Madame la présidente. L'ourite – lorsque vous voyez...

Madam Chairperson: Order!

Mr Grandcourt: Lorsque vous voyez le premier jour de l'ouverture de la pêche à l'ourite, combien de gens sont dans le lagon ? Il y a presque tout le monde. (Qui savent – moi je ne pourrais pas parce que je ne sais pas). Il y a tout le monde. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? *Ale rod cari !* Tout le monde se rue vers cette ressource, Madame la présidente. C'est ça le risque. Et ça, c'est un point qu'il faut bien prendre en considération. Et, on va venir – vous allez fermer et vous allez voir après, Madame la présidente. Et, vous savez qui sont ceux qui vont avoir des problèmes avec tous ces règlements que vous mettez ? C'est vrai, il y a le Fisheries and Marine Protection Act. Si, c'est mentionné, le commissaire Baptiste l'a dit. C'est mentionné – il y a la section 16, il y a aussi la section 18 qui parle de crabe. Oui, ça existe déjà. Mais vous savez qui sont ces gens qui vont avoir des problèmes ? Ces les Fisheries Protection Officers. Déjà... on a un grand respect pour ces personnes-là, Madame la présidente.

(Applause)

Parce que ces gens-là... Vous ne savez pas combien c'est difficile. Tout le monde connaît tout le monde à Rodrigues. J'ai des amis qui sont des Fisheries Protection Officers. Est-ce que, premièrement, justement est-ce que ces gens-là, ces officiers sont au courant, est-ce qu'on leur a demandé leur avis ? Non ! La réponse, d'après ce qu'on a appris, non. Comment motiver ces gens-là, Madame la présidente ? Comment est-ce qu'ils vont être motivé pour aller dire à quelqu'un – écoute ben tu sais, il y a un règlement, tu ne peux pas pêcher le crabe, tu ne peux pas pêcher ourite, tu ne peux pas pêcher langouste. La grandeur du lagon qu'on a ! Combien de facilité est-ce que vous avez donné à ces gens-là ? En terme de facilité qu'est-ce qu'il y a ? En terme d'*incentive*, qu'est-ce qu'il y a ? En terme de nouvelle recrue, qu'est-ce qu'il y a ? Oui, il y a un *squad*, un groupe de jeune, oui. Ils sont jeunes, ils travaillent, ils ne connaissent pas tout le monde. Il faut dire les choses comme elles sont. Lorsqu'à Rodrigues vous connaissez quelqu'un, c'est des fois un peu gênant. C'est la raison pour laquelle – je comprends, je comprends. On ramasse les filets, on ne ramasse pas les pêcheurs. Ben oui, parce que tout le monde connaît tout le monde. Au fil des temps, ce métier-là devient difficile. Et là, en se faisant, vous donnez plus de fil à retordre à ces gens-là. Qu'est-ce qui aurait être fait ? Qu'est-ce que vous auriez pu faire ? Sensibiliser la population, sensibiliser les pêcheurs, Madame la présidente. Nous savons tous que nous avons un commissaire de la Pêche qui n'aime pas consulter les pêcheurs.

(Applause)

Je sais qu'il a déjà pris ces jambes à son cou la dernière fois mais ce n'est pas une raison, d'après moi, c'est subjectif, Madame la présidente, je pèse mes mots, de ne pas respecter ces gens-là, parce qu'il...

Alors, la situation actuelle à Rodrigues. La situation actuelle – le commissaire lui-même, qu'est-ce qu'il peut dire sur – on a parlé de mahogany, on a parlé de piquant loulou, on a parlé de terre agricole. Qu'est-ce qui se passe ? Où sont les résultats, Madame la présidente ? Où sont les résultats ? Hein ! Alors, qu'est-ce qui aurait pu être fait ? Il fallait identifier ces pêcheurs-là d'abord. Identifier, on n'a pas mal de... on a les Fisheries Protection Officers, on aurait pu identifier, premièrement les pêcheurs venir de l'avant avec des accompagnements. Il fallait accompagner ces gens-là. D'après ce que je comprends-là, Madame la présidente, ce qu'on a compris, c'est que, ces gens-là, qui gagne leurs vies à travers ces pêche-là, c'est-à-dire, pêche à langouste, pêche à la crevette et crabe, ces gens-là n'auront rien. Rien ! Mais pourquoi vous faites ça ? Pourquoi est-ce que... Et, vous croyez qu'on va voter ! Non, vous croyez qu'on va voter ! Vous traitez des Rodriguais comme nous de la sorte ? Il fallait venir avec quelque

chose, pour dire voilà on va accompagner ces gens-là. On va leur donner ceci, *sipa Rs 500 par jour*, le temps que ça se régénère. Et puis, on verra, Madame la présidente. Ça c'est une façon, *sustainable*, de gérer un problème. Si jamais c'est un problème pour vous, Madame la présidente.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mr Grandcourt: Je vais revenir sur ce que j'ai dit tout-à-l'heure, peut-être élaborer un petit peu plus sur les jeunes.

(Interruptions)

...les jeunes qui disent qu'ils vont... Madame la présidente, est-ce que je peux continuer en toute tranquillité ? Parce que je les ai écoutés, ils font exprès pour me *disturb*, en disant des choses... ça me dérange. Alors, Madame la présidente, ils ont parlé des jeunes qui vont en mer pour gagner leurs vies. Madame la présidente, ils font ça par obligation. Par obligation ! Vous disiez qu'il faut qu'on est plein de ressource dans les lagons mais si jamais il n'y a personne qui va pêcher, tant mieux pour vous. Ce n'est pas ça votre politique ? Les jeunes... Vous savez combien de bateau de pêche qui sont enregistrés à la Fisheries ? Il y en a pas mal. Est-ce que vous savez combien (plus de 2,000) de carte de pêcheur le commissaire a donné pendant 10 ans ? Est-ce que c'est ça encouragé les pêcheurs, les jeunes à aller vers la mer, Madame la présidente ? Est-ce que c'est ça, ça politique ? Ce n'est pas clair, lui-même. Dans sa politique, il n'est pas clair. Dans toutes les politiques ce n'est pas clair, que ce soit l'environnement, que ce soit l'agriculture. L'agriculture catastrophe, Madame la présidente. Catastrophe ! Il vient, il essaye de redorer son blason...

Madam Chairperson: Minority Leader, please, no personal attack. Minority Leader, you restrict your observations to the motion being debated today. Please, no personal attack. Yes, please proceed.

Mr Grandcourt: Madame la présidente, ce n'est pas *personal attack*, c'est juste que c'est subjectif. Ce sont des observations. Allez, ce n'est pas grave. Ce qui a été dit, a été dit, Madame la présidente. Mais le truc, le truc c'est que, le commissaire il doit faire beaucoup plus d'effort, Madame la présidente. Moi, je trouve que, ces règlements-là, oui, mais qu'est-ce que ces gens qui gagnent leurs vies de ces activités-là vont avoir en fermant ces pêches-là ? Zéro ! Qu'est-ce que le commissaire va faire... est-ce qu'il va expliquer aux pêcheurs après là ? Comment est-ce qu'il va faire pour leur dire, *closing season telle date à telle date*, comment

est-ce qu'il va faire ? Comment est-ce qu'il va faire, Madame la présidente ? Après règlement, comment est-ce que ça va se passer ? Il va envoyer qui pour expliquer ? Et, autre chose, dans le règlement s'est écrit, *I quote: "The decision of the Commissioner shall be final."* - *unquote*. Madame la présidente, *the decision of the Commissioner shall be final*? Mais c'est la raison pour laquelle on parle d'oppression et répression parce que ça ne peut pas l'être parce qu'il faut au moins *an appeal*. Il faut donner... moi je trouve que dans ce règlement, on aurait dû mettre un paragraphe concernant *appeal*, comme pour le règlement – *la loi sept ans*, il y a *appeal*. Là, il n'y a pas *appeal*. Ça aussi c'est un problème. Il faudra voir, il les donner la chance à ces gens-là, donner la chance aux pêcheurs d'avoir l'opportunité de s'expliquer.

Donc, Madame la présidente, je trouve que le commissaire, ce n'est pas du sérieux, ce qu'il vient faire ici, ce n'est pas du sérieux, ça implique beaucoup de chose. Et surtout, surtout, il y a un point qu'il faut faire ressortir, c'est que surtout il met de la pression sur les Fisheries Protection Officers, qui n'ont pas assez de moyen pour mener à bien leurs travaux.

Je vais m'arrêter là-même, Madame la présidente, en vous remerciant en disant que nous de ce côté-ci de la Chambre, on ne va certainement pas voter ce règlement.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Minority Leader. The Deputy Chief Commissioner.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

The Deputy Chief Commissioner (Mr N. Lisette): Yes, Madam Chairperson, we have had the possibility of listening to so many Members of this House. But on analysis, what I have found is, the fundamental of the Regulations is accepted on the whole and, I am going to demonstrate this. And, of course, I am going to take as witness also what the Minority Leader said because he explicitly cited my name as first Member of the Rodrigues Regional Assembly in 2002-2006. There have been Regulations which have been passed, which have been discussed, he has been part and party of the discussions in this House. I do not know if he has changed his philosophy as regards to his approach to the question of protection of marine eco-system. I will have the opportunity to come with some quotes, which he himself made previously in other mandates in this House. But the fact remains, Madam Chairperson, is the ocean, we all know in Rodrigues, is our great resource and it is the greatest source of life on earth. It provides us with more than half of the world oxygen, to start with. It is home to millions

of species that play critical roles in the marine eco-system but no more than ever, the ocean needs our help. Yes, Madam Chairperson, the ocean needs our help.

With the setting of the Rodrigues Regional Assembly, there has been various Regulations passed directly in favour of the marine eco-system, the marine environment. I will cite here some of them: -

- we have the Regulations for the Control of Sea Cucumber;
- there has been Regulations for the Delimitation of the SEMPA Regions;
- there has been Regulations passed in this Assembly for Regulating Activities in the SEMPA region, itself;
- and indirectly, there has been also Regulations passed for the Control of Octopus Fishing, but also indirectly, though not directly linked with the sea but we know that it has an effect on it, there has been the Regulations for the banned on certain type of plastic and the banned on single use plastic, which we know, as we discussed in this Assembly, the effect that plastic may have on the marine eco-system, Madam Chairperson.

These measures which have been passed since 2002 till now, it clearly indicates the commitment of the Rodrigues Regional Assembly to fully protect its marine biodiversity, by reducing threats caused by human. In fact, this is the danger. The danger of the marine eco-system, be it in Rodrigues or worldwide, it is directly linked with human activities. It is the jobs or effects of man that has a direct effect, direct negative effect on the marine eco-system.

Human activities, Madam Chairperson, willingly or unwillingly, consciously or unconsciously, like exploitation, discharge of oil, shipwreck (we have had the case in Mauritius lastly as regards to Wakasho) threatened the lives of marine animals. Our actions have impact. Human actions have impacts, negative, positive but together we can build a healthier future for Rodrigues marine eco-system and the ocean that surrounds us, Madam Chairperson.

Marine Protected Areas (MPAs), the setting up of closed seasons for some species have been widely proposed for protecting over exploited fish population worldwide. And, it is this strategy, Madam Chairperson, that this Assembly is calling Members to adopt. For this present Regulations that are being passed in the Assembly, what we are calling these Members to adopt is, let us adopt a strategy as regards, to reducing exploitation by proposing a closed season for various species, for various marine species. But, this is why I said, as regards to this, I do not see any problem. Everybody knows and everybody will agree in this House that there is a need

for protection. There is a need for protection. And, we have two ways of protection, either by creating MPAs or by coming up with closed season to protect what is being over-exploited.

So, this is why, I will come with what Commissioner Grandcourt now Minority Leader, says, said rather, during our debate here in 13 February 2007 and we were discussing, in fact, about the Fisheries Marine Protection, The Fisheries and Marine Resources Regulations 2007, which was directly linked with the over-exploitation that was happening as regards to holothurians, namely as we call it here, *'barbara'*. I am not going to go into the... but what he said and, this is why I was analysing him, if there has been a change in his perception, political perception as regards to the philosophy to protection of the marine eco-system. He said I quote (we were in 2007, Madam Chairperson):

“Actually, there is a degradation of marine resources resulting from an over-exploitation, siltation of the lagoon and loss of fish habitat. Mr Chairperson, Sir, fishers are becoming rarer in the lagoon and new alternative needs to be sought so as to cater for those who are dependent on the Fisheries sector and for them to earn their living and also, to ensure a harmonious social and economic development of the island.”

(Interruptions)

Yes, they are going to get this. I just mentioned it. Yes.

Madam Chairperson: Order!

The Deputy Chief Commissioner: Because what happened, Madam Chairperson?

Madam Chairperson: Order, Respected Members, from both sides of the House, please.

The Deputy Chief Commissioner: They talked about the harmonious dependent of Rodrigues island. And, I remember well when I came into this Assembly to discuss about these Regulations, what did they propose, Madam Chairperson? They proposed at that time... you know to give; you know how many? 200 licences for the fishing of *barbara*.

(Interruptions)

200 licences for the fishing of *barbara* in the lagoon of Rodrigues. And, we know very well, Madam Chairperson, what has been the consequences of the fishing of *barbara*.

Madam Chairperson: Order!

The Deputy Chief Commissioner: And, till now we still have the effect...

Mr Perrine: On a point of order. On this point of order, ask the Deputy Chief Commissioner if he can substantiate what he is saying in this House with regard to 200 licences to be given or have been given etc., in this... I would like him to substantiate.

Madam Chairperson: Yes, indeed, Deputy Chief Commissioner, you should be able to substantiate before going any further.

The Deputy Chief Commissioner: What point of substantiation, Madam Chairperson? What is the reason for substantiation for a such a...

Madam Chairperson: No, Deputy Chief Commissioner, you should substantiate before going any further. The Respected Member, here is challenging the information given to the House. So, for the House to accept this information, you should, at least, give the source and table the source of the information. Yes, thank you.

The Deputy Chief Commissioner: Madam Chairperson, as regards to the figures that were cited during the debate in February 2007, the figure of 200 was mentioned. Yes.

Madam Chairperson: The figure was mentioned in the debate? Okay.

The Deputy Chief Commissioner: Yes. I am going to look for it. I am going to table it.

(Interruptions)

Mr Perrine: The Deputy Chief Commissioner has this information in his hand, we would humbly ask him to table the information for us to see.

Madam Chairperson: The Hansard is accessible to every Member. So, there is no need to table. Yes, please proceed, Deputy Chief Commissioner.

The Deputy Chief Commissioner: I even have press articles on the matter, if I have to table it, I can table it, Madam Chairperson. I can even table press articles relating to that figures on that matter. Yes, Madam Chairperson. So, I was saying about the word used by the then, Commissioner Grandcourt, when he was speaking about the harmonious and social as regards, to the protection of our species in Rodrigues. Today, when I listened to him, somehow I can see, even though, as he mentioned about the necessity at that time for avoiding over-exploitation situation in the lagoon, we are coming up yet with the same philosophy that he had when he was in government and he is not giving as he concluded in his speech, he said that he is not going to give support to such an important regulation for the future of Rodrigues, Madam Chairperson.

/UNREVISED/

This is why, Madam Chairperson, as regards to over-exploitation itself or rather I will say over-fishing, this can lead to removal of marine living resources to level that are too low for sustaining population. Yes, and in fact, this is what we are trying to do through this closed season regulation that we are going, we are ensuring that, be it for the shrimps, be it for the crabs or the lobster, that the population does not go too low at such a level that it disappears. And, we very well know, what happen with respect to the octopus when the graph itself was showing a decrease, a continuous decrease. And, if we have to extrapolate, we will come to almost negative. This is why at a certain point in time, the Commissioner for Environment came and say, yes, we have to act and he did act. And, someone mentioned it this morning. When he did act, I thing in 2013/2014, the number of tons increases from, I think, from 513 to 617 tons. And, right now, at each opening of the closing season of octopus, we can see that the policy that was taken in 2012 is working, Madam Chairperson. This is right.

(Applause)

Why are we concerned to avoid exploitation, Madam Chairperson? Someone, I think it is, Member Rosaire Perrine, mentioned, questioned or mentioned about the word oppression. I google the word and the first meaning of oppression is – there is a prolonged cruelty or unjust treatment. Meaning that, the decision that we are taking to protect some innocent species in the see, on so doing, we are prolonging the cruelty, causing unjust treatment on the lives of some fishers. This is oppression. I would ask the question. Are these species not being oppressed by these fishers? Is this not real oppression? I am doing their *syndicat, moi ki pé fer zot syndicat là!*

(Applause)

C'est moi ki fer zot syndicat là ! Yes, are they not being oppressed? Yes! And, if these innocents' creatures are being oppressed, we as human beings, with our intelligence, what do we do? Do we allow the cruelty, the over-fishing and the over-exploitation to continue? You know, there are some point in time that you have to adopt certain policy. Yes, there are certain point in time, Madam Chairperson, where you have to adopt certain policy. And, I take it through the case of the COVID-19. In the Constitution, even in France nowadays, there is a great debate going on, on it, everybody speaks of individual liberty. And, it guarantees in our constitution. But nowadays, when we come to the question of vaccination, with all the restrictions that goes with it, some people are contesting in Court, saying that this is my individual liberty that cannot be questioned. But there is a Court of Law, which today has mentioned that in the name of collective liberty, in the name of collective survival, the

collectivity overcomes the individuality. Because if I am individual as an individual, I say okay, I got my individual rights, I am not going to get vaccinated. And, all of us in this House and in this country decide to say, okay, we are not going to get vaccinated based on our individuality of liberty. At the end of the day, nobody will get vaccinated and at the end of the day we are all going to die. So, the State has a mandate to protect and in the name of collectivity, in the name of the future, it has to decide. And, this is what is happening worldwide these days, Madam Chairperson.

So, this is why, avoiding overexploitation can change the size of shrimps, lobsters and crabs which remains, (and, this is the fundamental of these Regulations), as well as, how they reproduce and the speed at which they mature.

Let see the case of octopus. Why do we have a first and the second closed seasons? If I am not mistaken, the first closed season allows the octopus, I think, to lay their eggs without being disturb. The second closed season allows the small ones or the juveniles to be able to grow up and to have a mature size so as they can lay their eggs. But this is the same thing for the shrimps, for the lobsters and for the crabs. When we are proposing a closed season, we are proposing such a time that the lobster, the crab or the shrimp can grow and get mature, lay their eggs and then, they can be caught. There is no problem with that. They can be caught but there are some juveniles one which have been saved and which are growing up. So, I think that all of us who have been in this House this morning has listened to the testimony of Mr Baptiste, how the evolution as regards to lobster at St François, Trou D'Argent and Gravières has occurred. It should serve us as a lesson, Madam Chairperson. It should serve us as a lesson. When too many of this species are taken out of ocean, of the sea, it creates an imbalance that can disturb not only the species, but it causes an imbalance of the food web and it leads to a loss of other important marine life.

We are not through this regulation, Madam Chairperson, we are not only protecting the lobster, the crab and the shrimp. Because in the food web, we all know (all those who have done biology that if a species become extinct within a food web, there will be an imbalance of the whole ecosystem. Those who feeds on it will starve, will die and those who were its prey, they are going to grow up in numbers. This is a simple biological accession. So, what we are doing by coming up with these regulations, we are ensuring that there is...we are preserving rather a balanced ecosystem within our marine territory. It is no doubt that exploitation has led to species becoming extinct, yes. Unsustainable fishing of marine life has led to commercial,

ecological or even global extinction. So, this is why when I have said all these, we still have hope. Why, Madam Chairperson? Because everything is not lost.

You know, I took some time. In fact, I took much of my time when I watched T.V. Either I watched Ushuaia, National Geographic but lately, I was reading the Magazine Science and there has been a very nice article which relates, written by one, scientist Boris Worm, who is an Assistant Professor of Marine Conservation Biology of the University of Halifax, Canada. And his thesis, his article is directly linked to other expectation and the need for the creation of MPAs and closed season for different species. The very first sentence of his article condemns humanity. It condemns humanity because, I quote what he said: *“Unless humans act now, seafood may disappear by 2048.”* If we do not act now as per his research, “seafood may disappear by 2048” - unquote. The study in fact, it gives a green picture for ocean and the human health. And, he even goes further. What did he say in his thesis? *“Biodiversity is a finite resource, and we are going to end up with nothing left if nothing changes.”* - unquote. The same thing will apply for our crabs, for our lobsters, for our shrimps. We are going to end up with nothing left if we do not do something and we are doing something. We are doing something today, Madam Chairperson.

Based on this thesis, Madam Chairperson, he stated that the loss of ocean biodiversity is accelerating and it is fearing. It is fearing when he said that 29% of sea food species human consumed have already crashed. Already 29% of what human used to consume from the sea because of overexploitation, overfishing, because of bad policies, they are no longer allowable or accessible to human. This is why. In fact, we do not need to read this study to know about this. If we listened to the testimony of Mr Baptiste this morning, it is a fact because formerly, in Rodrigues, I think everybody could have enjoyed at any time a nice lobster but today, if you want to have a lobster in your plate, it is going to cost you Rs 850/Rs 900. It is no longer accessible but tomorrow, if we continue on the same trend, you may even have Rs 100,000 in your pocket, you are not going to have the lobster on your plate. Remember that. Yes. 29% of seafood species that humans consume have already crashed. In the long-term, if the long-term condition continues, in 30 years, there will be little or no seafood available for sustainable harvest. We know very well, Madam Chairperson, that the diet of the Rodriguan population is based largely and to a large extent on seafood and as such, we can already measure the consequences. We know the saying in Rodrigues of our mothers, of our spouses, *“Si penan poisson dan frizider, penan cari”*. Is it not? This is exactly what the articles speak about and when I say that the diet of the Rodriguan population is based to a large extent of seafood and

based on the study, we can already measure the consequences for the Rodriguan population. Because we know very well our protein that we consume in Rodrigues mainly come from the sea. Yes, mainly come from the sea. So, there is a need for protection, Madam Chairperson. There is a need for protection.

Diversity loss, in fact, as I have said, it imperils our marine ecosystem on which a large portion of our population depends for their survival. But, the good news, Madam Chairperson, is that areas which have been managed for improved biodiversity can and do recover and it raises the possibility that the trend can be reversed if we take action. Nothing is lost as I have said. We have to take action and reverse the trend. From these three regulations that the Commissioner for Environment has brought to this House and which is going to be applied in the coming months, weeks or months, we are already starting to reverse the trend. We are reversing the trend.

Around the world where protected areas are created, there is observed an increase in species diversity and productivity and stability and economic revenue from these ecosystems. This is one thing that you have not mentioned, Madam Chairperson. Will you discuss about it as regards to the octopus closing seasons? Whenever there is a closing season for the octopus, be it the fishers, be it the population, we do some sacrifices because all the productions stop to eat octopus. The sacrifice is only not on the part of the fishers; it is also on the part of the population also. But when the season is open, who is the first beneficiary? The first beneficiary is whom? This increase from 535 tons to 687. I have forgotten the figures. Let me check it out. *Non, 561 tonnes à 630 tonnes.* That difference as regards to the increase. Who are benefitting from it? It is first of all, the fishers. This is why I stated here protections lead to an increase in productivity, stability and above all, in economic values from these ecosystems. Yes, we can be speaking of alternative livelihood for these fishers. They may deserve it. Some may deserve it but some may not deserve it also. As have already been stated by my colleagues, Commissioner for Women's Affairs, we very well know from the list that we officially have, that most of these fishers who are engaged in the fishing of shrimps or crabs, they do detain a licence for off-lagoon fishing or in-lagoon fishing. So, they can easily swap or shift to another activity. They can easily shift, Madam Chairperson, to another activity.

This is why after listening to the Members on the other side of the House, I will call them... We were called today and I will call them to adopt an ecological decision for the future of Rodrigues and the future generation. I leave that on their conscience, Madam Chairperson. It is an ecological decision that you are taking today. The fundamental that needs to be done

for this country as regards to prevent the extinction of three species that are at risk, this is the fundamental of these regulations. You could have gone about the bush as regard to... I know, this is part of your work as regards to your opposition, as regards to politics but you should agree that the fundamental in the regulation it holds and what is the fundamental? The fundamental is to protect three species: shrimps, lobsters and crabs which can disappear. *Ça, c'est fondamental*, Madam Chairperson.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

The Deputy Chief Commissioner: Madam Chairperson, we have to avoid loss of diversity to reduce our impact, I say well, human impact on our marine ecosystem. Yes, otherwise, we are likely to see a whole collapse of the fisheries which is, of course, because some did mention also this morning about some toxic species. Yes, that is true, but you know, when there is loss of diversity like especially, those crustaceans that you are speaking about that are very important because I think, they act as scavengers at the floor of the sea, if they no longer do their scavenging job, we are going to experience toxic events which are going to have an impact on other fish and other marine system. This has been proved by studies, Madam Chairperson. This has been proved by studies. Yes, there is a tight-knit connection between ocean communities and their habitat and this explains why species diversity affects ecosystem. This is direct.

And, I remember I was watching as I have said, a documentary on National Geographic Channel. You know what? The documentarist compared the relationship of the marine ecosystem with a house of card. Just to give an outline of how the system works. He said that, if you have made a house of card and you remove one card from it, the whole system tumbles and this is a fact. If we happen to remove one species; be it the shrimp, be it the lobster or be it the crab from our marine ecosystem, there is a threat that the whole ecosystem will crumble, Madam Chairperson. So, this is why we have to reverse the trend. Yes, we have to reverse that trend and this is what we are brought, what we are invited to vote today, Madam Chairperson. Yes, we are invited to vote for that. In fact, the principle that applies on land, it applies also in the city. There was many a times. We do think that there is a difference. No, what can be applied, as we do on earth, on land, we create natural reserves. In the sea, we create marine reserves. Yes.

We of course, protect species on land by creating special like we have achievement today, the seed bank with the idea of protecting existing species but also, in the same line, the same thing can be done for species, marine species that are endangered. So, Madam Chairperson, we have to avoid exploitation, yes. We have to avoid and the proposal that is being made, it is coming up with closed season where no fisher will be allowed to target these species. And, I hope that there has been sensitisation which has been mentioned by some Members and if they happen to catch one of them, they are supposed to release it immediately. Yes, there should be. It will come. Do not worry about it.

Yes, the closed season, Madam Chairperson, will help our fishers which are at the spooling stage, yes, and it is going to give resilience to our fish stocks. Alongside fisheries' improvement works, the closed season gives our fish population the chance to recover. Yes, this is management. Yes, this is management like we do manage on earth or on land, the marine ecosystem also has to be managed by the closed season. And, there are so many examples where the closed season has worked. There has been the same policy which has been adopted in Australia as far back as 1995. There has been the same policy which has been applied in Saudi Arabia as far back as 1996. You have the Kuwait in 1989 and we are coming up to introduce it in Rodrigues. Yes. So, I therefore, Madam Chairperson, congratulate the Commissioner for Environment for bringing this regulation to the House and I invite each and every Member, be it in the opposition to give a positive vote to these ecological regulations. I thank you, Madam Chairperson.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Deputy Chief Commissioner. I now invite the Commissioner for Fisheries for his summing up speech.

SUMMING UP

Mr Payendee: *Madam Chairperson*, merci de me donner l'occasion de faire le *summing up* par rapport à ces règlements qui vont passer dans cette Assemblée dans quelques instants. Ce matin, je me suis levé très tôt. Je suis parti faire un petit peu de jogging avec l'esprit qu'on va voter à l'unanimité ces règlements ici dans cette Assemblée. L'histoire retiendra, Madame la présidente, que les politiciens de l'autre côté de la Chambre, ils ont dit ouvertement qu'ils ne sont pas intéressés, qu'ils ne vont pas voter pour ces règlements, qu'ils n'ont rien compris par rapport à ce qui se passe. Merci à mes collègues qui ont tour à tour essayé d'expliquer et même ça, même après ces explications, on croyait que *okay*, peut-être au début,

ils avaient pensé qu'on vient avec des règlements pour faire du mal aux pêcheurs mais mes collègues sont venus.

C'est dur, Madame la présidente, d'essayer d'expliquer, de continuer à expliquer qu'on est en train de faire du bien au pays, que ces règlements sont là pour l'avancement du pays, pour empêcher les espèces de disparaître comme le Solitaire. C'est pour le bien des pêcheurs mais malheureusement, je suis un peu déçu, très déçu même. Je suis déçu aussi du niveau des débats, Madame la présidente. Mes collègues ont fait des présentations extraordinaires. Eux, ils ont compris heureusement. Mais l'histoire retiendra, Madame la présidente, parce que tout simplement, tout ce qui a été dit ici, heureusement qu'on a une Assemblée. Je vois une personne en haut qui travaille ici qui est en train d'enregistrer tout ça. Il faut enregistrer, ça. Là, mon collègue vient de faire référence tout à l'heure à ce qui a été dit depuis 2007 mais tout ce qui a été dit dans cette Assemblée par rapport à ces règlements, sont enregistrés et le *Hansard* parlera dans le futur. C'est grave, Madame la présidente. Je trouve ça grave. Franchement, je suis un peu ému aussi parce que franchement, quand il y avait la loi... C'est pour ça j'avais inclus quand j'avais parlé au début, j'ai dit j'invite tout le monde. Le *DCC* vient de le dire aussi, j'inviterais tout le monde à voter en faveur. Parce qu'ils auraient montré leur grandeur politique, grandeur d'esprit, grandeur d'âme, Madame la présidente.

Le *Minority Leader* a dit beaucoup mais n'a rien dit par rapport à... Il n'y a pas eu un débat sur les règlements qu'on est en train d'apporter dans cette Assemblée et ça, heureusement qu'il y a le *Hansard* et qu'on pourra de temps en temps lire. Moi, je ne crois pas mes oreilles, Madame la présidente. Je ne crois pas tout ce qui a été dit ici, je n'arrive pas à croire. Donc, je vais faire de sorte. Il faut que ça soit vite dans le *Hansard*, pour prendre des copies de ce qui a été dit ici par rapport à ces règlements pour relire, peut-être je vais croire. Je n'arrive pas à croire. Il me semble que je suis dans un rêve. On parle de COVID-19, on parle des ressources et tout le monde en parle. Le *SDG*. Et ce qui est grave, Madame la présidente, on a de l'autre côté de la Chambre, trois membres du comité des *SDGs*, trois membres. Là, ici devant moi, il y a deux. Il y en a une qui n'est pas là.

(Applause)

Trois membres du comité *SDG* qui sont là. Mais qu'est-ce qu'ils font ? Qu'est-ce qu'ils font ? Je n'arrive pas à croire. Comment est-ce qu'on peut être un membre de *SDG* ?

Madam Chairperson: Commissioner, this remark is out of order.

Mr Payendee: *Okay*, je retire, Madame la présidente. Mais quand même, je dois dire que j'attendais au moins à des débats d'un niveau beaucoup plus élevés, Madame la présidente. Il y a beaucoup de choses qui ont été dit. Ils ont même dit mais qu'est-ce qui se passe avec les animaux qui sont toxiques ? Mais ce qui est toxique à l'humain, Madame la présidente, n'est pas toxique à l'écosystème. Est-ce qu'on comprend ce que c'est qu'un écosystème ? Le créateur, quand il a mis les crabes de onze taches, il y a une raison. Dans l'écosystème, ce n'était pas mis pour nous. On pense tout que tout doit se manger. Non ! Non ! C'est un écosystème. C'est important dans l'écosystème et nous quand on protège, on protège tout. On ne protège pas pour nous ; on protège pour l'écosystème. Le *Minority Leader* dans une opposition assise, a dit tout à l'heure, le «*food chain*». Au moins, c'est intéressant d'entendre mais il n'a pas utilisé dans son discours où il avait l'occasion d'en parler du *food chain*. Je croyais qu'il ne savait pas ce que c'était mais là, il sait.

Donc, et il parle comme si... Normalement, je reprends tout ce qui a été dit, normalement. Ils savent, ça. Dans mes précédents débats, je prends tout ce qu'ils ont dit et j'essaie de réagir. Mais là, c'est tellement bas que je trouve que je ne vais pas descendre à ce niveau, Madame la présidente. Non, je vais changer de tactique aujourd'hui. Quand même, un, deux petits trucs quand même qui sont importants de parler et ils ont parlé de moi comme si le commissaire veut être «*Waouh*». Non ! Et pourquoi je suis là ? Pourquoi je suis venu faire de la politique ? Pourquoi je suis commissaire aujourd'hui ? Pourquoi ? Si je suis commissaire de la Pêche, de l'Agriculture, c'est pour faire avancer le pays dans cette direction, dans ces domaines, oui ! C'est mon devoir en tant que commissaire responsable de venir avec des règlements pour s'il faut, quand il faut pour faire avancer le pays. Mais j'étais étonné aussi d'un ancien ministre de la Pêche qui faisait allusion à... vous ne comprenez pas le *main law*.

J'étais étonné aussi de voir qu'on n'arrive pas, on ne maîtrise pas. Il y a quelqu'un ici, le *Minority Leader* lui-même qui est, je crois, la personne qui a toujours été dans l'Assemblée régionale depuis 2002. Il ne maîtrise pas la *Rodrigues Regional Assembly Act*. On parle de *main law*, on parle de... Mais c'est incroyable, Madame la présidente. C'est incroyable. Mais comme j'ai dit, je ne vais pas descendre à ce niveau. J'ai pleins de trucs que j'ai notés. Je vais essayer d'éteindre ça parce que je ne veux pas voir ça, pour ne pas réagir à ce qui a été dit de l'autre côté de la Chambre parce que pour moi, c'est grave. Des politiciens, quel avenir ce pays a quand on a entendu le débat de l'autre côté, le niveau de débat de l'autre côté de la Chambre. Par contre, Madame, j'ai dit que je vais changer ma technique cette fois-ci. Ce sera une surprise pour beaucoup de personnes. Même pour mes collègues, j'ai gardé la surprise jusqu'à la

dernière minute. J'ai voulu savoir avant. Normalement, nous, on faisait des règlements et puis, on envoyait partout et puis, après, les gens commentent qu'est-ce qu'ils pensent de ça. Mais là, avant même de venir à l'Assemblée, un jour, j'ai pensé à ça. J'ai dit mais pourquoi ne pas leur demander, des gens très importants dans la République de Maurice, pourquoi ne pas leur demander ce qu'ils pensent de ce qu'on est en train de faire dans cette Assemblée aujourd'hui ? Je vais commencer et je vais *table*. J'ai demandé aussi que je vais *table* ce que je vais lire aujourd'hui et que ça reste, ça aussi, ça va rester dans l'histoire, Madame la présidente.

J'ai commencé par l'honorable Pravind Jugnauth lui-même, Premier ministre de la République de Maurice. J'ai voulu savoir qu'est-ce qu'il pense de ces règlements qu'on est en train de passer parce que malheureusement, il n'est pas là. J'aurais aimé qu'il soit là pour... Mais je lui ai demandé gentiment et il a accepté haut la main même. Voilà, je vais lire ce qu'il a dit.

STATEMENT FROM THE HON. PRIME MINISTER

I would like to commend the Commission for Agriculture, Environment, Forestry, Fisheries and Marine Parks and the Commissioner, Mr Jean Richard Payendee for his laudable initiative to come forward one more time with the passing of the three new Regulations on the Restriction on Fishing of Shrimp, Crab and Lobster.”

(Madame la présidente, ça, c'est le début. Ce qui vient après est beaucoup plus intéressant).

With the implementation of the Rodrigues Regional Assembly (Octopus Closed Season) Regulations 2012, the Rodrigues Regional Assembly (Prohibition of Plastic Bags) Regulations 2014, Regulations for banning of single-use plastic, Rodrigues has been placed on the world map for its pioneering boldness for the cause of the environment.

I would like to thank the Commissioner for his initiative for the good management of a fragile marine ecosystem, and the fisheries and marine ecosystem. With the soaring of food prices and the crisis in the world transportation system, managing our food system locally is imperative to meet the existing challenges and help provide livelihood for our people.

I am, therefore, very appreciative of the effort of one and all to move Mauritius forward and the passing of these Regulations can only be saluted as it will permit better yield through better stock regeneration and proper management of resources.

Madam Chairperson, I table the paper.

(Applause)

Pour continuer dans la même direction, j'ai essayé d'avoir l'avis du ministre de l'Environnement, *Honourable Mr Kavydass Ramano, Minister for Environment, Solid Waste Management and Climate Change*. Voilà ce qu'il a dit, Madame la présidente, je cite :

**STATEMENT FROM HON. KAVYDASS RAMANO, MINISTER OF
ENVIRONMENT, SOLID WASTE MANAGEMENT AND CLIMATE CHANGE**

“I wish to commend Mr Richard Payendee, Commissioner for Environment for this highly laudable initiative which is coming at an opportune time where we just celebrated the World Environment Day and fits appropriately in the context of the UN decade on Ecosystem Restoration.

Oceans, seas and over my marine resources are essential to human well-being and social and economic development worldwide. Their conservation and sustainable use are central to achieving the 2030 Agenda, especially for small island developing states. The economy of Mauritius and Rodrigues is highly dependent on the coastal and marine ecosystem which is vital in supporting livelihoods of coastal communities through subsistence and benefits from fisheries, tourism and other sectors. However, these resources are under constant threat from development pressure and climate change impacts. Decreasing yield and catch of marine resources can have a major impact on the economy and livelihoods of the fishers. The proposed Regulations follow the Government's vision (they are talking about the Government's vision) of ensuring the protection of our coastal and marine environment while harnessing the economic potential of a blue economy without adversely affecting the natural environment. The restrictions on Fishing of Crab, Lobster and Shrimp Regulations, is also in line with the Sustainable Development Goal 14, to conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development. It will effectively regulate harvesting and end overfishing, illegal, unreported and unregulated fishing and destructive fishing practices and implement science-based management plans, in order to restore crab, lobster and shrimp stocks in the shortest time feasible.

Following the success for the restriction of octopus fishing, control of fishing of shrimps, crabs and lobsters would add on the protection and restoration of the population of these shellfishes and associated ecosystem. Shrimps, crabs and lobsters are important links in the food chain. By having close periods for fishing, this would allow the population to reproduce, thereby increasing yields.

As was the case with octopus fishing, I am confident that the lessons from the initiative will serve in replicating such measures to the whole of the Republic of Mauritius to effectively protect and conserve our marine resources in line with SDG 14 and increase the resilience of the coastal ecosystems against impacts of climate change.”

I table, Madam Chairperson.

(Applause)

Je continue avec le ministre de la Pêche de la République de Maurice. *Madam Chairperson*, je vais lire, je vais citer ce qui a été écrit dessus.

**STATEMENT FROM MINISTER OF BLUE ECONOMY, MARINE RESOURCES,
FISHERIES AND SHIPPING**

I would like to commend the Commission for Agriculture, Environment, Forestry, Fisheries and Marine Parks of the Rodrigues Regional Assembly for the initiative for the promulgation of these Regulations to regulate fishing of crabs, shrimps and lobsters.

Crab, shrimp and lobster fisheries represent an important resource for coastal communities. They are a particularly important social and economic activity contributing towards economic gains to fishers and ensures food security.

These crustaceans are high value species and their preservation and sustainable exploitation are therefore of utmost importance. According to stock status in many countries, the supplies of crustaceans are in the declining trend. There is now an urgent need to improve the management of these resources.

Rodrigues is implementing two closures periods of the fishing of octopus since 2012. These measures have been successfully implemented for the catch of octopus, which is increasing significantly.

Following encouraging results being obtained for the octopus catch and its enhancement, it is viewed that the RRA has taken a sound and judicious decision to also control the catch of these crustaceans. It will also bring a better yield to fishers in terms of weight of catch. These measures will also ensure better conservation and management of these stocks.

On a personal note, I do recognise the effort made by the Rodrigues Regional Assembly with regard to enhancement of different stocks of fish species through sustainable measures for better yields.

On our side, we have adopted similar measures as implemented by Rodrigues in the conservation of the stock of octopus. Moreover, the proposed regulations will no doubt, be beneficial to the fishers' community and the mainland will follow the same path.

Madam Chairperson, I table.

(Applause)

Je vais changer maintenant, Madame la présidente. Il n'y a pas que les politiciens. On parle de consultation. J'ai voulu voir un peu au niveau de consultation. J'ai fait des consultations à Maurice comme à Rodrigues. Là, je viens avec un *statement* qui a été fait par *the Ambassador of the Delegation of European Union of the Republic of Mauritius and the Republic of Seychelles*, M. Vincent Degert.

**STATEMENT OF H.E. VINCENT DEGERT, AMBASSADOR OF THE
DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE REPUBLIC OF MAURITIUS
AND THE REPUBLIC OF THE SEYCHELLES**

I would like to commend the Commission of Agriculture, Environment, Forestry, Fisheries and Marine Parks of Rodrigues and Commissioner Richard Payendee for the introduction of new harvest rules and regulations to conserve other coastal marine fisheries resources and environments. These new regulations aim to thrive sustainable management of the small-scale fisheries in Rodrigues. A few years ago, the management of the octopus fishery, including the closure seasons, was promoted and supported in Rodrigues by EU-funded Smartfish programme. The proof of concepts and success story have been replicated in other regions and countries, including Tanzania and Mauritius. The European Union is presently funding a follow up programme named ECOFISH which aims to enhance nature-positive, climate-smart, people-centred and profitable fisheries in the Eastern Africa, Southern Africa and the Indian Ocean. The program could potentially support this new process in Rodrigues.

Madam Chairperson, I table.

(Applause)

(Interruptions)

Twa ki pa koner. Mo montrer twa ki bane la koner.

Madam Chairperson: Order!

Mr Payendee: Madame la présidente, maintenant, c'est le tour de UNDP.

**STATEMENT FROM MRS. AMANDA SERUMAGA, UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP) RESIDENT REPRESENTATIVE**

The UNDP Mauritius country office has taken note of the initiative of the Rodrigues Regional Assembly to implement regulations for closure periods for fishing of crabs, shrimps, and lobsters. The initiative echoes the actions previously taken for the octopus catch, which has resulted in an increased yield for fishers' communities; and, is within the logic of mainstreaming biodiversity protection in production landscapes. Seasonal closures for these species is a sound marine resource management strategy to control fishing effort, improve spawning potential by protecting adults during the spawning season, while protecting juveniles from depleting during times of recruitment. The UNDP commends the Rodrigues Regional Assembly for demonstrated commitment and strong political will (*ezot non*), and is working with the fishing communities particularly on alternatives in the off-season, to protect biodiversity. The United Nations Development Programme is pleased to contribute to this work and aims to continue support to making Rodrigues an ecological island."

Madam Chairperson, I table.

(Applause)

Près pou fini. Enan enkor deux, trois. Le SGP, Madame la présidente.

**STATEMENT FROM MADAME PAMELA BAPOO-DUNDOO, ECO-COUNSELOR
NATIONAL COORDINATOR GEF SMALL GRANTS PROGRAMME.**

L'île Rodrigues fait à nouveau figure de pionnière en prenant la décision d'opérer des fermetures saisonnières pour la pêche de crabe, de la crevette et du homard. Au UNDP GEF Small Grants Programme, nous nous félicitons de cette décision. Elle est cohérente avec les recommandations d'études critiques réalisées par nos bénéficiaires, à savoir Shoals Rodrigues Association, avec notre soutien financier, et qui ont montré un déclin de ces pêcheries à Rodrigues. Le UNDP GEF SGP a adopté une approche programmatique pour financer la gestion intégrée des pêches et des réserves marines à Rodrigues. Des mesures efficaces de gestion des pêches ne doivent pas toujours être à grande échelle ou à long terme. Les fermetures périodiques et à court terme de la pêche ciblant les espèces clés pendant les périodes de croissance rapide de leur cycle de vie peuvent stimuler la productivité, entraînant des captures plus importantes et des revenus plus importants aussi pour les pêcheurs. Les fermetures temporaires de la pêche sont un outil de gestion puissant (*puissant, yes, Madam Chairperson*) qui peut démontrer rapidement les avantages économiques de la gestion des pêches, aux

pêcheurs et aux acheteurs de produits de mer. En produisant des avantages tangibles pour les communautés côtières, cette approche peut constituer un soutien solide pour des initiatives de gestion marine plus larges.

(Applause)

Madame la présidente, je suis allé au *Reef Conservation* à Maurice. Ça aussi. J'arrive à Rodrigues bientôt. C'est un *statement* de Madame Kathy Young, *Managing Director, Reef Conservation*.

**STATEMENT FROM MRS KATHY YOUNG, MANAGING DIRECTOR,
REEF CONSERVATION**

Building on the success of the octopus closures, the new proposed regulations 2021 of the Rodrigues Regional Assembly, that provide for annual short closure periods which support sustainable fisheries through the reproduction and replenishment of crab, shrimp and lobster natural stocks in the waters around Rodrigues, are positive steps towards building strong ecosystems, protecting biodiversity and ensuring food, cultural and heritage security for current and future generations.

J'arrive à *Shoals of Rodrigues*, Madame la présidente. Il reste deux.

STATEMENT FROM SHOALS RODRIGUES

The Regulations on the restriction on fishing of crab, shrimp and lobster is a brilliant idea mainly because primarily this will help sustain their population. Crustaceans play an important role in the ecosystem being a key link in the food chain. For some years now Shoals Rodrigues has been surveying/monitoring the lagoon and a decline in the occurrence of those crustaceans was obvious. Rodrigues is aiming for an ecological island; this is another important step towards it. But somehow for it to be sustainable there should be proper and strict management and enforcement of these regulations.

(Applause)

Je viens avec une organisation, une ONG qui vient d'être formée. Je pense que la personne est ici dans la Chambre. C'est une organisation qui s'appelle OSFR qui prône bien sûr la protection de l'environnement marin. *Statement* de M. Benoit De Baize qui est président de OSFR Association.

STATEMENT OF MR. DE BAIZE BENOIT, PRESIDENT OSFR ASSOCIATION

/UNREVISED/

‘Océan Sans Frontiers Rodrigues Association (OSFR)’, N°. d’enregistrement: 16466 is a young association created early 2021. The members of the Association are motivated people whose greatest concern is the preservation of marine resources and empowerment of the youngsters. The aims of the Association are to:

1. to protect marine ecosystem.
2. to create awareness on marine life and its protection.
3. to initiate the population to seawater activities.
4. to promote research on coastal and off lagoon ecosystem.
5. to promote and conduct underwater archaeological research.

OSFR Association warmly welcome the new regulations on restriction of fishing of crabs, shrimps and lobsters and we encourage further similar incentives to preserve our marine ecosystem and support sustainable fishing in Rodrigues. OSFR Association will be at your disposition for collaboration.

(Applause)

Madam Chairperson, en dernier, j’ai fait le tour. Je suis allé voir Ter-Mer qui est très important aussi comme ONG qui milite pour la protection de la terre et de la mer. Donc, voilà le *statement* de M. Ravina Joseph Jean Maurice, Ter-Mer Rodriguez Association.

STATEMENT FROM RAVINA JOSEPH JEAN MAURICE, TER-MER RODRIGUEZ ASSOCIATION

Ter-Mer Rodriguez Association is a vibrant and fast-growing NGO in the sustainability sphere of Rodrigues Island. We support the mainstreaming of both marine and terrestrial biodiversity that entails a just balance between conservation and sustainable/responsible uses of biodiversity. From this stand, we are supportive to the introduction of regulations on the Restriction on Fishing of Crab, Shrimp and Lobster in Rodrigues to ensure sustainability of these biological resources which are of social, ecological, and economic significance to the Rodrigues Island. It is of significant concern to Ter-Mer Rodriguez Association to ensure sustainability of our resources provided the increasing demands on crabs and shrimps mostly with the development in tourism and peripheral sectors. The sustainable management of these marine resources through temporary closure period are therefore a necessity.

Ter-Mer Rodriguez Association is therefore, supportive to the introduction of Rodrigues Regional Assembly Regulations for the three above-mentioned marine resources

(crab, shrimp and lobster), and is also committed to help advance implementation and success of these regulations through (a) research and innovation; (b) fisher community consultation/education and sensitization; and (c) Environmental and Social Impact Screening capacities that are instrumental for the successful implementation of the regulations that we believe will positively impact on sustainability of the crab, shrimp and lobster fishery in Rodrigues Island. The Rodrigues Regional Assembly through its Commission for Environment, Fisheries, Forestry and Marine Parks therefore, can rely on the full collaboration of Ter-Mer Rodriguez Association to work towards implementing the respective three regulations for the socio-economic benefits and sustainability of these marine resources.

(Applause)

Madame la présidente, après avoir lu ces *statements*, c'est pour ça quand j'ai dit que le niveau est bas, quand j'ai dit que l'histoire retiendra que l'opposition n'a rien compris par rapport à ces règlements, est-ce que c'est par politiquaille politique pour dire non, tout simplement pour dire non parce que opposé veut dire non ? On oppose même si c'est bien. Donc, tous ces gens de bonne volonté qui ont accepté je tiens à les remercier de témoigner parce que si moi, j'en parle, *marchandise ki vane par so maitre, souvent li penan valer. Donc, mone prefer les ene lote maitre vane marchandise la*, Madame la présidente. Donc, je tiens à remercier tous ces gens. Il y a beaucoup de personnes qui ont travaillé sur ces règlements. Il paraît que de l'autre côté de la Chambre, ils pensent que c'est le commissaire qui l'a fait, il était assis dans son bureau à écrire les règlements. Mais non ! Ça ne se passe pas comme ça. Non. Moi, je donne la direction et ce n'est pas pour rien que je suis encadré d'officiers, de mon *Departmental Head*, de mon A.O., de mes officiers qui travaillent. Il y a une équipe qui travaille là-dessus depuis. La membre Franchette Gaspard Pierre Louis, la commissaire a dit depuis 2018/2019 et 2019/2020, on parle de la fermeture. Ce n'est pas hier. Ça ne date pas d'hier. Ça fait longtemps et un membre ici, ici-même je me souviens, avait dit dans les discussions après le budget : «*La loi pou crabe, shrimp kot eter?*» *Ti dir ici, Madame la présidente.* Oui, ici. «*Kot li eter la loi la?*» Mais il est là. La loi est là, Madame la présidente.

Aujourd'hui, on doit être content que la loi est là et ce n'est pas une loi qui aura des répressions, je ne sais pas quel mot ils ont... opprimé. Tout ce truc pour faire du mal aux gens. Non, on n'est pas comme ça. Ce gouvernement ne travaille pas dans cette direction, Madame la présidente. La loi est là pour aider, pour protéger, Madame la présidente. Donc, je tiens à remercier tous les membres de... Il y a une équipe qui a travaillé là-dessus pendant quand même, je dis bien des années. C'est parti à Maurice, au SLO à travers le *Legal Advisor* que je

remercie aussi qui a fait un travail énorme. C'est parti à Maurice, retourné, reparti, retourné. Donc, ce n'était pas aussi simple que ça. Madame Franchette Gaspard Pierre Louis l'a dit, quand on dit que ça a été bâclé, on est en train de comme si... je ne sais pas, je ne trouve même pas le mot. Dénigrer des gens de capacité du SLO, Madame la présidente. Il y avait, bien sûr, c'est parti et c'est revenu...

Madam Chairperson: This is out of order, Commissioner. You should withdraw this one.

Mr Payendee: *I withdraw.* Donc, pour dire que le travail était fait. Donc, je tiens à remercier tous ces gens qui ont travaillé sur ces règlements, les officiers de *Fisheries* qui étaient aussi de la partie. Il y en a qui ont déjà pris la retraite même. Ils sont contents. Hier, j'ai parlé à une personne qui était dans l'équipe mais qui a pris sa retraite. Il a dit : « Wow, je suis content de voir, j'ai participé à ça, je suis content de voir que cette loi arrive ». Donc, il y a mes collègues, le Chef commissaire qui a accepté que je vienne dans l'Assemblée. S'il n'est pas là aujourd'hui, ce n'est pas parce que les gens pensent. *Zot pe rode nouvel* mais on ne va pas leur dire, Madame la présidente. On ne va pas leur dire. S'il n'est pas là, il est de tout cœur avec nous. Il aurait tant aimé être là aujourd'hui mais tout le monde sait que... Il y a des moments on peut ne pas être là. Donc, ça arrive. Donc, *pas pou done oken nouvel, pas plis ki sa.* C'est tout.

Donc, je veux juste dire que les membres, mes collègues, tous mes collègues qui sont là de ce côté de la Chambre qui m'ont soutenu et qui sont fiers de voir qu'à travers ces règlements, notre politique est en avant. Mais il y a une chose que j'aimerais bien reprendre, une petite chose. Il y a quelqu'un qui a dit, je ne me souviens pas de qui, je ne vais pas ouvrir ma tablette. Je ne préfère pas parce qu'il y aura beaucoup d'autres choses. Celle-là, je vais dire. On dit qu'on vient à la veille des élections pour... Je termine, là, Madame la présidente. A la veille des élections, je viens pour passer ces règlements. Mais si c'était vraiment des règlements qui sont vraiment impopulaires que les gens n'aiment pas, pourquoi je viendrais avec ça la veille des élections ? Pourquoi ? Mais si on vient là parce qu'on sait que les gens attendent, ils attendent ça ! Mais c'est bien. Si on a emmené ça à la veille des élections parce que oui, c'est sûr que les gens vont aimer parce que l'expérience de l'ourite... J'ai eu des problèmes, oui. On a lancé la fouine sur moi. Mais...

(Applause)

/UNREVISED/

On a lancé la fouine sur moi, oui, Madame la présidente. Oui et ce n'est pas un problème. Qu'est-ce qu'on a fait de Jésus Christ ?

(Interruptions)

Oui ! Oui ! Oui ! Oui, Madame la présidente, qu'est-ce qu'on a fait de lui ? On l'a mis sur la croix. Pourtant, il faisait du bien. Moi aussi, je fais du bien. *Si bisin pik mwan, pik mwan. Penan problème.* Je suis un Rodriguais et si je suis venu faire de la politique, c'est pour faire avancer ce pays et je le ferai à n'importe quel prix, Madame la présidente. Merci.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner.

Mr Payendee: *Madame la présidente*, I beg to move the Motion standing in my name and which reads as follows. This Assembly... *Non?*

Madam Chairperson: No. Committee of the whole Assembly.

Mr Payendee: Madam Chairperson, I beg to move that the Assembly in accordance with Standing Order 62 does now resolve in a Committee of the whole Assembly.

Mrs Gaspard Pierre Louis rose and seconded.

The motion was, on question put, agreed to.

COMMITTEE STAGE

(Madam Chairperson in the Chair)

Madam Chairperson: Please be seated. Respected Members, we will move page by page. Page 1? Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021. Page 1? Page 2? That will do for the Committee Stage.

On the Assembly resuming with Madam Chairperson in the Chair, Madam Chairperson reported accordingly.

Madam Chairperson: Yes, please be seated.

Respected Members, I am pleased to report to you that the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021 has passed the Committee of the whole Assembly without amendment.

The motion was, on question put, agreed to.

MOTION

/UNREVISED/

The Commissioner for Fisheries and Others (Mr J. R. Payendee): Madam Chairperson, I beg to move the motion standing in my name and which reads as follows: -

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021”.

Mrs Gaspard Pierre Louis rose and seconded.

Mr Payendee: Madam Chairperson, I beg to move that the Assembly in accordance with Standing Order 62 does now resolve into a Committee of the whole Assembly.

The motion was, on question put, agreed to.

COMMITTEE STAGE

(Madam Chairperson in the Chair)

Madam Chairperson: Please be seated. We will move page by page. Page 1? Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021. Page 1? Page 2? That will do for the Committee Stage.

On the Assembly resuming with Madam Chairperson in the Chair, Madam Chairperson reported accordingly.

Madam Chairperson: Yes, please be seated.

Respected Members, I am pleased to report to you that the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021 has now passed a Committee of the whole Assembly without amendment.

The motion was, on question put, agreed to.

MOTION

The Commissioner for Fisheries and Others (Mr J. R. Payendee): Madam Chairperson, I beg to move the motion standing in my name and which reads as follows: -

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Lobsters) Regulations 2021”.

Mrs Gaspard Pierre Louis rose and seconded.

/UNREVISED/

Mr Payendee: Madam Chairperson, I beg to move that the Assembly in accordance with Standing Order 62 does now resolve into a Committee of the whole Assembly.

The motion was, on question put, agreed to.

COMMITTEE STAGE

(Madam Chairperson in the Chair)

Madam Chairperson: Please be seated, Respected Members. Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Lobster) Regulations 2021. Page 1? Page 2? That will do for the Committee Stage.

On the Assembly resuming with Madam Chairperson in the Chair, Madam Chairperson reported accordingly.

Madam Chairperson: Yes, please be seated.

Respected Members, I am pleased to report to you that the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Lobster) Regulations 2021 has now passed a Committee of the whole Assembly without amendment.

The motion was, on question put, agreed to.

ADJOURNMENT

The Deputy Chief Commissioner: Madam Chairperson, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 10 August 2021 at 10.30 a.m.

Mrs Gaspard Pierre Louis rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Chairperson: The House stands adjourned.

At 4.38 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 10 August 2021 at 10.30 a.m.